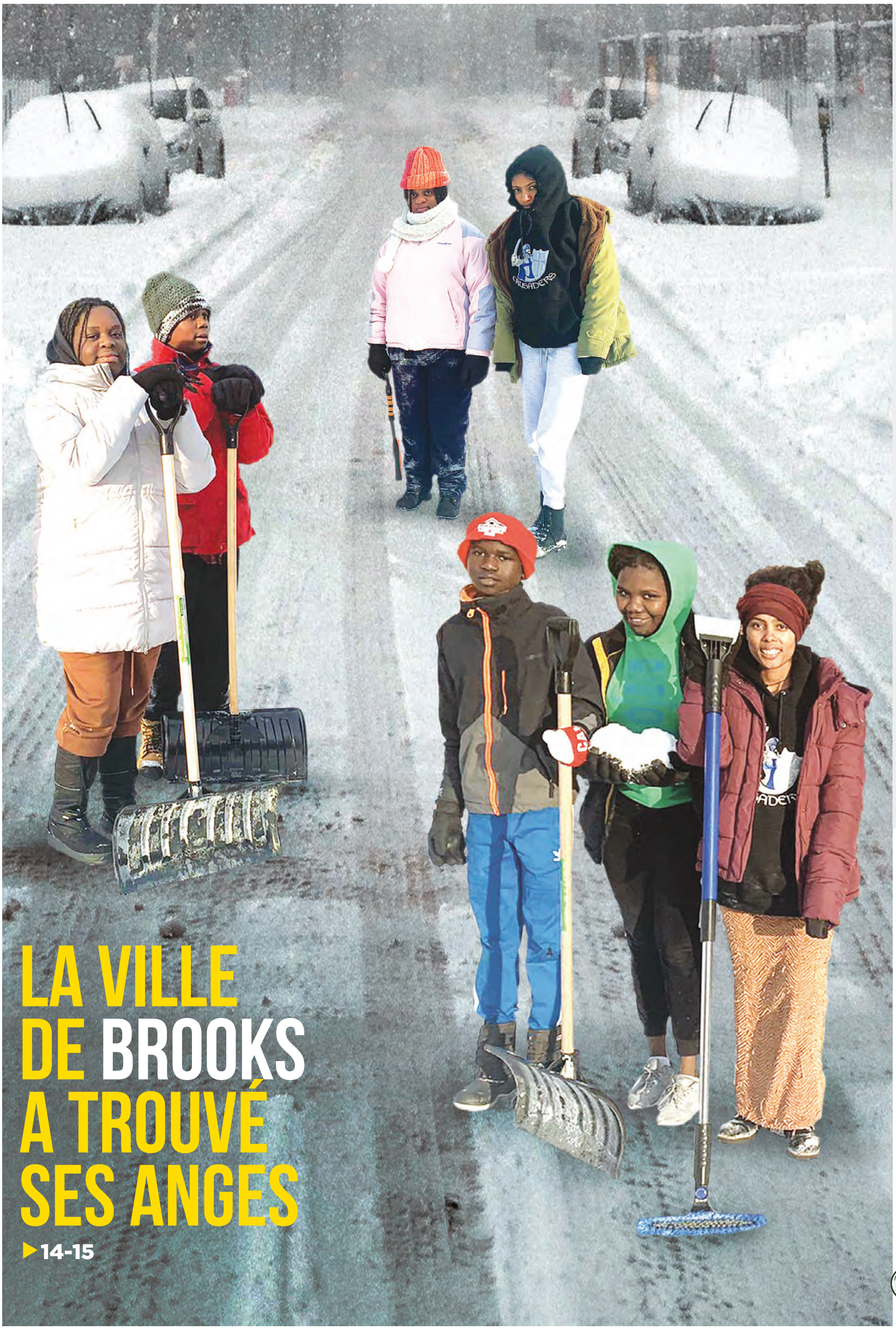
LE FRANCO

DEPUIS 1928, LE SEUL JOURNAL DE LANGUE FRANÇAISE EN ALBERTA

28 pages
• Du 17 fevrier au 2 mars 2022
• 1,25$ • Volume 92 • Nº 6
• Nº de convention 40011833

• @JournalLeFranco
• Le Franco (journal)
• Lefrancojournal
www.lefranco.ab.ca

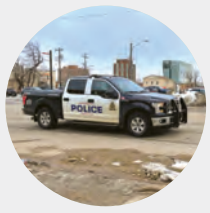


LA VILLE DE BROOKS A TROUVÉ SES ANGES

▶14-15

CHRONIQUE
«ESPRIT CRITIQUE»
LE STATUT DE NOIR : UNE IMAGE PRÉCONÇUE DE L'AFRICAIN
▶6-7

VIE COMMUNAUTAIRE



RACISME - ISLAMOPHOBIE
LES FORCES DE L'ORDRE S'ENGAGENT
▶8-9

VIE COMMUNAUTAIRE
DEUIL
LES DÉPOUILLES RENTRENT AU PAYS
▶11

FRANCOPHONIE
DES ORGANISMES
PEINENT À REJOINDRE LA COMMUNAUTÉ NOIRE
▶12

PORTRAIT

MERY MARTÍNEZ
UNE COLOMBIENNE COMBAT LES PRÉJUGÉS
▶28

«NE PAS AVOIR FROID AUX YEUX»
▶17

ÉDUCATION
FORUM CITOYEN DE L'OUEST
POSTSECONDAIRE, LA DEMANDE PLUS FORTE QUE L'OFFRE
▶4

FRANCOPHONIE
CAMPUS SAINT-JEAN
JASON CAREY, LE FUTUR DOYEN, INVITE À LA CONCERTATION DE TOUS
▶17

FRANCOPHONIE
RADIO CITÉ
LES JEUNES PRENNENT LE MICRO ET DÉVOILE LEUR RÉALITÉ
▶22

Avec l'application gratuite **Le Francopass,** pratique ton français en découvrant la francophonie locale!

• Pour t'inscrire au FP, rend toi sur : https://francopass.artsrn.ualberta.ca/

• Code FP valable du 17 février au 16 mars 2022 : **FrancoFevR**

FÉDÉRAL

ÉDUCATION

↑ Pour les gestionnaires de collèges et universités, il est essentiel d'entretenir de bonnes relations, à la fois formelles et informelles, avec les politiciens ainsi qu'avec les fonctionnaires. Crédit : Cytonn Photography – Unsplash

LES RELATIONS INFORMELLES, ESSENTIELLES POUR LE POSTSECONDAIRE ET LES GOUVERNEMENTS

Le financement des gouvernements provinciaux et fédéral est incontournable pour les établissements d'enseignement postsecondaire, notamment en francophonie minoritaire. Pour les gestionnaires de collèges et universités, cela implique donc d'entretenir de bonnes relations, à la fois formelles et informelles, avec les politiciens ainsi qu'avec les fonctionnaires. Le dernier atelier des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire s'est penché sur les bonnes pratiques en la matière.

FRANCOPRESSE

« Même aujourd'hui, les établissements postsecondaires en situation minoritaire sont fragiles. On a encore beaucoup de travail […] Le message clé, c'est que des établissements forts sont tellement importants pour la survie des communautés. Donc lorsqu'on parle de relations, c'est tellement important!» a défendu Marc Serré, député de Nickel Belt et Secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles, lors du sixième et dernier atelier des États généraux organisés par l'Association des collèges et universités de la francophonie canadienne (ACUFC).

Marc Serré note aussi que les politiciens «ont une moyenne de carrière de six ans», tandis que les fonctionnaires occupent parfois leur poste durant une trentaine d'années.

UNE RÉALITÉ QU'OBSERVE ÉGALEMENT Daniel Giroux, président du Collège Boréal : «On travaille avec certains fonctionnaires qui sont là depuis 30, 35 ans, ils sont toujours en place. Si un fonctionnaire appuie notre demande et qu'un politicien appuie notre demande, c'est toujours plus facile.»

Il estime en outre que sans l'appui des anciens députés Diane Marleau et Raymond Bonin, «il n'y a aucune façon qu'on aurait été chercher le financement pour la création du Collège Boréal».

« MÊME AUJOURD'HUI, LES ÉTABLISSEMENTS POSTSECONDAIRES EN SITUATION MINORITAIRE SONT FRAGILES. ON A ENCORE BEAUCOUP DE TRAVAIL»
Marc Serré

ERICKA MUZZO
FRANCOPRESSE

PRENDRE LE POULS

L'ACUFC, qui regroupe les 22 collèges et universités de la francophonie canadienne, a fait paraitre en 2020 son plan stratégique 2020-2025, qui comporte deux axes. «Le premier axe, c'est "représentation stratégique", c'est-à-dire promouvoir et défendre les intérêts collectifs des membres auprès des instances gouvernementales», rappelle la présidente-directrice générale de l'organisme, Lynn Brouillette.

«Nous avons donc établi avec le gouvernement du Canada une relation très étroite», en particulier avec Patrimoine canadien, ajoute-t-elle.

«C'est une collaboration qui est ouverte et transparente […] Les discussions sont franches, de fond sur les enjeux du réseau, puis il n' y a pas de gêne ou de censure. On se dit les vraies choses pour aller au fond des enjeux, pour ultimement trouver des solutions durables et systémiques», se félicite Lynn Brouillette.

Pour la présidente-directrice générale de l'ACUFC, cela permet de mieux desservir les établissements postsecondaires et ultimement les communautés francophones en milieu minoritaire : «Ça nous permet de trouver des façons pour que les établissements postsecondaires, qui sont des piliers, puissent mieux contribuer à la vitalité des communautés. Et on sait que quand on parle de vitalité, c'est justement de compétence fédérale.»

France Fortier, directrice des opérations et de la coordination régionale pour Patrimoine canadien, note que «dans cet esprit, on a bâti une relation de longue date avec l'ACUFC et on reconnait l'importance de la consultation des associations. Ça nous permet de mieux adapter les politiques et les programmes, et d'identifier les priorités d'investissement. Pour nous, c'est un gage de succès de nos programmes».

↑ Daniel Giroux, président du Collège Boréal. Crédit : Capture d'écran – Francopresse

↑ Lynn Brouillette, présidente-directrice générale de l'ACUFC. Crédit : Capture d'écran – Francopresse

↑ Marc Serré, député de Nickel Belt et Secrétaire parlementaire de la ministre des Langues officielles. Crédit : Capture d'écran – Francopresse

Cette relation est à la fois formelle et informelle d'après la directrice des opérations : «La relation formelle, c'est l'appui à la programmation – soutenir l'ACUFC dans ses projets, ce qui permet d'appuyer le secteur. Nos relations informelles permettent de prendre le pouls de la réalité des membres, d'identifier les meilleures façons de mobiliser le secteur et de comprendre les besoins.»

Pour France Fortier, cela sera d'autant plus important dans les mois à venir puisque Patrimoine canadien a obtenu dans le budget 2021 un financement supplémentaire de 121,3 millions $ sur trois ans pour l'éducation postsecondaire en contexte minoritaire.

«Nous souhaitons offrir un financement **stabilisé** pour des projets récurrents dans certaines provinces et territoires, on veut pouvoir répondre à des besoins pressants du secteur postsecondaire dans le cadre de projets complémentaires et nous voulons aussi soutenir la vitalité du secteur postsecondaire en appuyant des organismes et des communautés à entreprendre des projets qui contribueront à stabiliser le secteur», énumère France Fortier.

«La récente lettre de mandat de la ministre des langues officielles énonce clairement l'engagement du gouvernement à augmenter le financement des établissements d'enseignement postsecondaire dans les communautés de langues officielles en situation minoritaire», ajoute la directrice des opérations et de la coordination régionale pour Patrimoine canadien.

DES MODÈLES QUI VARIENT

En Atlantique, le président-directeur général du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick, Pierre Zundel, note avoir «un lien très étroit» avec la province de par la structure administrative de l'établissement.

«Ce lien-là est avec le ministère de l'Éducation postsecondaire, Formation et Travail, qui fournit notre financement directement. Le ministre nous donne une lettre de mandat chaque année qui est conséquente avec les priorités de la province et, on souhaite, avec notre plan stratégique – que ce ministère doit aussi approuver. Le ministre doit aussi approuver chaque année notre plan d'affaires, qui doit être conséquent avec la lettre de mandat et le plan stratégique», indique Pierre Zundel.

Cette proximité présente à la fois des avantages et des désavantages d'après le président-directeur général : «Ça fait en sorte qu'on peut accéder assez facilement à un résumé des priorités au niveau de la formation pour combler les besoins du marché du travail […] On peut profiter de ça pour notre planification au niveau des nouveaux programmes, de l'offre dans les régions, etc.»

D'un autre côté, «ça veut aussi dire qu'il n'y a pas énormément d'indépendance», nuance-t-il.

«Les gouvernements ont beaucoup à dire sur la direction du Collège. Typiquement, ça ne devient pas problématique, mais de temps en temps il va y avoir un désaccord par rapport aux priorités, et il faut alors négocier», explique M. Zundel.

La situation est différente du côté de la Saskatchewan, où se trouve le Collège Mathieu, un établissement privé : «Il est vraiment important pour nous de travailler à faire valoir l'éducation postsecondaire en français et le volet collégial de formation professionnelle et technique», indique son directeur général, Francis Kasongo.

Celui-ci indique donc jongler avec de multiples relations : le ministère de l'Enseignement supérieur, le ministère de l'Éducation et l'Assemblée communautaire fransaskoise (ACF) «qui chapeaute différents comités et veille à toute la question de l'éducation postsecondaire en français dans notre province», en plus d'autres établissements francophones et anglophones «avec lesquels nous transigeons sur différentes articulations pour l'offre de programmes».

L'un des principaux chevaux de bataille du Collège, d'après Francis Kasongo, est de «faire connaitre nos besoins et nos aspirations, et s'inscrire dans les orientations ministérielles […] afin de pouvoir justifier notre raison d'être».

«C'est un travail de longue haleine, mais qui a fini par donner des résultats probants en ce qui nous concerne», conclut-il.

Les États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire culmineront les 24 et 25 mars prochains lors du Sommet des États généraux 2022. D'ici là, la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) du Canada organise des forums citoyens qui donnent la parole aux étudiants, aux diplômés et aux parents.

«LES GOUVERNEMENTS ONT BEAUCOUP À DIRE SUR LA DIRECTION DU COLLÈGE. TYPIQUEMENT, ÇA NE DEVIENT PAS PROBLÉMATIQUE, MAIS DE TEMPS EN TEMPS IL VA Y AVOIR UN DÉSACCORD PAR RAPPORT AUX PRIORITÉS, ET IL FAUT ALORS NÉGOCIER»

Pierre Zundel

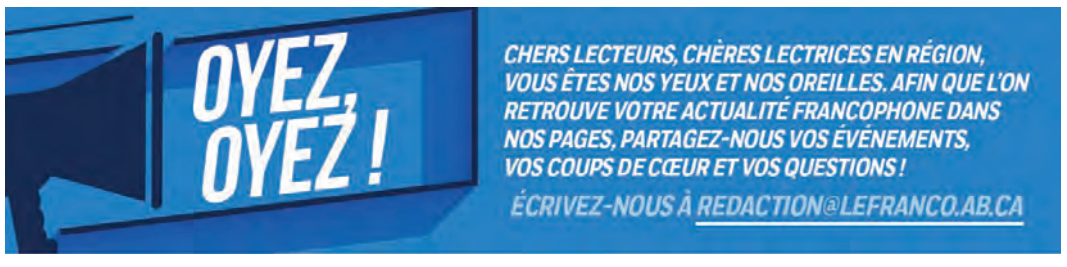
«FAIRE CONNAITRE NOS BESOINS ET NOS ASPIRATIONS, ET S'INSCRIRE DANS LES ORIENTATIONS MINISTÉRIELLES […] AFIN DE POUVOIR JUSTIFIER NOTRE RAISON D'ÊTRE»

Francis Kasongo

GLOSSAIRE

STABILISÉ
État d'équilibre, de durabilité

Francopresse est le partenaire médiatique officiel des États généraux sur le postsecondaire en milieu francophone minoritaire.



PROVINCIAL

ÉDUCATION

Dans l'Ouest canadien, la demande pour des programmes en français est plus élevée que l'offre des établissements postsecondaires. Crédit : Dom Fou – Unsplash

LA DEMANDE DÉPASSE L'OFFRE DANS LES ÉTABLISSEMENTS POSTSECONDAIRES FRANCOPHONES DE L'OUEST

Dans l'Ouest canadien, la demande pour des programmes en français est plus élevée que l'offre des établissements postsecondaires. Pour les panélistes du **forum citoyen de l'Ouest**, organisé par la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada dans le cadre des États généraux sur le postsecondaire en contexte francophone minoritaire, cela nuit au développement et à l'épanouissement des communautés francophones.

FRANCOPRESSE

« AU CAMPUS SAINT-JEAN, LES INSCRIPTIONS ET LA DEMANDE DÉPASSENT LARGEMENT LE QUOTA ACCORDÉ »
Caroline Magnan

Le forum, animé par le vice-recteur à l'enseignement et à la recherche de l'Université de Saint-Boniface à Winnipeg, Peter Dorrington, a accueilli cinq panélistes. Elles se sont prononcées sur ce qu'elles observent actuellement dans les établissements postsecondaires de l'Ouest et sur les solutions à envisager.

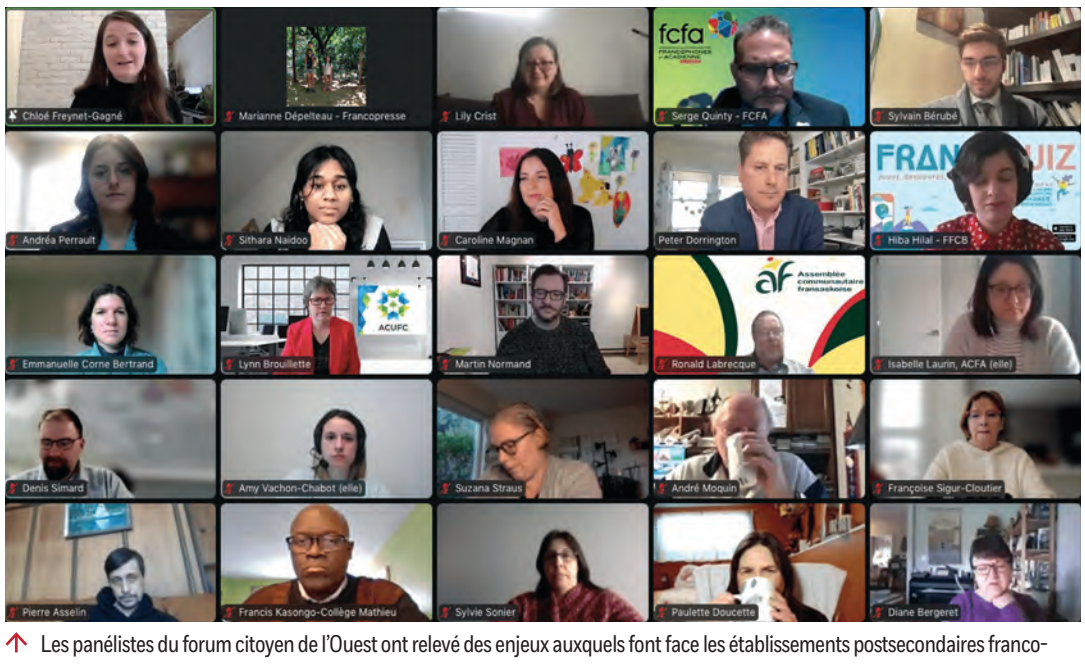
«Notre pilier, celui du droit d'apprendre, est instable et précaire», s'inquiète Caroline Magnan, professeure en common law en français dans plusieurs facultés de droit dans l'Ouest canadien.

Elle est d'avis qu'en raison de la croissance démographique du français dans l'Ouest, «à plusieurs égards, nos institutions sont victimes de leur propre excellence. C'est-à-dire que la demande est là, mais nous n'avons pas la capacité, en raison d'un manque de ressources, d'y répondre adéquatement».

«Au Campus Saint-Jean, les inscriptions et la demande dépassent largement le quota accordé. Notamment, il existe 24 places dans le programme de sciences infirmières bilingue, mais le campus a reçu 172 demandes pour ce programme en 2019-2020. […] Imaginez la transformation sociale qui pourrait se produire si on arrivait à former le double, même le triple des étudiants!» s'enthousiasme Caroline Magnan.

Suzana Straus, membre du conseil d'administration de la Commission nationale des parents francophones (CNPF) et présidente de la Fédération des parents de Colombie-Britannique (FPFCB), soutient également que l'offre est très limitée : «Dans la région du Grand Vancouver, si on veut continuer au postsecondaire en français, il y a [le Collège] Éducacentre et certains programmes à SFU [l'Université Simon Fraser]. […] C'est clair que si on veut rester localement, on perd nos élèves. La grande majorité vont aux universités anglophones.»

Elle-même mère de deux enfants, Suzana Straus constate que l'identité francophone passe parfois après certains facteurs comme l'offre au sein de la province. Les familles doivent alors faire des sacrifices, selon elle, pour assurer la meilleure éducation possible aux enfants : «C'est très difficile de voir, en tant que parent qui veut transmettre sa culture et son identité à ses enfants, qu'à chaque fois il faut se reposer ces questions et faire des choix très difficiles.»



Les panélistes du forum citoyen de l'Ouest ont relevé des enjeux auxquels font face les établissements postsecondaires francophones de la région. Crédit : Capture d'écran – Francopresse

GLOSSAIRE

PANOPLIE
Un grand nombre, un ensemble

MARIANNE DÉPELTEAU
FRANCOPRESSE

DES ENJEUX DE FINANCEMENT ET DE RÉTENTION

Andréa Perrault, coordonnatrice de projet à l'Association jeunesse fransaskoise (AJF), estime qu'il est «vraiment important d'offrir des occasions aux jeunes de pouvoir participer et poursuivre leurs études postsecondaires en français, parce que c'est un moment décisionnel dans leur identité».

«C'est un défi qu'on voit beaucoup en Saskatchewan : les jeunes poursuivent leur postsecondaire en anglais et par la suite, dû à un manque de pouvoir communiquer en français et à un manque de pratique, il y a une insécurité linguistique qui se développe chez les jeunes, qui est un grand enjeu dans la rétention», ajoute la coordonnatrice.

La professeure Caroline Magnan observe que «le principal défi est celui du sous-financement des institutions. Cela peut se manifester différemment d'une province à l'autre, mais généralement [cela crée] une **panoplie** de problèmes tant au niveau de l'étendue et de la stabilité de la programmation qu'au niveau des déficits inadéquats. Il ne faut pas oublier le licenciement de professeurs, de chargés de cours et de personnel de soutien.»

Chloé Freynet-Gagné a obtenu son diplôme de premier cycle à l'Université de Saint-Boniface avant de poursuivre ses études de droit à Moncton et Montréal. La Franco-Manitobaine croit que les établissements devraient mettre l'accent sur la diversité des programmes et des politiques de portes ouvertes afin de garder les étudiants dans les institutions francophones de l'Ouest.

«C'est de s'assurer que les universités ont une politique de portes ouvertes. […] On peut voir, par exemple dans le domaine de l'éducation, que les écoles vont chercher leurs enseignants qui graduent des programmes d'éducation, mais ça devrait être dans toutes les sphères de l'éducation. […] Les organismes et les institutions devraient aller dans les universités, parler aux gens qui sont là et créer ce lien», dit-elle.

REDONNER À LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE

Pour Sithara Naidoo, finissante en immersion au Campus Saint-Jean en Alberta, l'éducation en français a une grande valeur dans l'Ouest : «Pour moi, c'est aussi une occasion de redonner à la communauté francophone, ça fait une grande partie de mon identité vu que je suis issue de l'immersion. […] Ça ne serait pas vraiment gentil d'utiliser ces ressources et faire partie de cette communauté sans donner ce que je peux donner pour l'améliorer!»

L'étudiante explique qu'elle ne vient pas d'une famille francophone, mais que ça ne l'empêche pas de travailler fort pour son éducation en français.

«Je pense que c'est toujours important de s'impliquer dans sa communauté. […] Pour nous, c'est vraiment quelque chose qui nous passionne, car on a fait le choix de s'éduquer dans cette institution, donc on veut assurer qu'on peut avoir toutes les ressources possibles», explique-t-elle.

«Il y a tellement de jeunes [francophones] dans l'Ouest et si on les perd aux autres institutions francophones dans le pays, on perd tellement de connaissances et de potentiel qu'on pourrait garder ici pour développer nos communautés», ajoute Sithara Naidoo.

Caroline Magnan met elle aussi l'accent sur l'importance de la communauté. Elle exprime que «la force est dans nos communautés, tout simplement. Je pense que c'est ce qui distingue nos institutions postsecondaires».

Elle donne l'exemple des campus satellites mis en place par le Campus Saint-Jean pour le baccalauréat en éducation et de ses partenariats avec des établissements anglophones comme Red Deer College et Grand Prairie Regional College. «La beauté de la collaboration est qu'elle permet de bâtir sur les acquis. Lorsqu'on comprend qu'il ne faut pas toujours réinventer la roue dans nos petites régions, ça peut avoir un impact très positif sur l'étendue des programmations et un accès accru à la formation en français», conclut Caroline Magnan.

BEAUMONT

ÉDUCATION

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

↑ La remise du chèque de 5000 $ du Club Beaumont à la Société de parents de l'école Quatre-Saisons de Beaumont. De gauche à droite : Alain Bertrand, président du Club Beaumont, Mélanie Ringuette, présidente de la SPEF de Beaumont, Renée Keane, parent, et Gérald Goudreau, secrétaire du Club Beaumont. Crédit : Courtoisie

LES ÉCOLES FRANCOPHONES ONT BESOIN DE DONS POUR LEURS ACTIVITÉS PARASCOLAIRES

Alors que les écoles sont généralement financées par le gouvernement provincial, elles doivent parfois chercher d'autres sources de financement pour offrir des activités extrascolaires. Au début de février, le **Club Beaumont** a remis un don de 5000 $ à l'école Quatre-Saisons pour appuyer sa programmation.

Au début de l'année, le Club Beaumont a envoyé des courriels et des lettres aux écoles de la ville et aux organismes communautaires.

Alain Bertrand, son président, explique que «l'argent accumulé provient essentiellement des casinos». De l'argent qui doit contribuer à la francophonie locale, à sa jeunesse et à ses artistes.

Lorsque l'Association de parents pour l'éducation francophone de Beaumont (APEF) de l'école Quatre-Saisons a reçu cette lettre, elle y a répondu par la positive. En effet, celle-ci avait besoin de financement pour l'achat d'instruments de musique et de raquettes.

Puisque l'école Quatre-Saisons est une école francophone, les fonds aideront les jeunes et contribueront à ces achats. «C'est une pierre à trois coups», s'exclame Alain Bertrand.

Mélanie Ringuette, la présidente de la Société de parents de l'école Quatre-Saisons, n'a malheureusement pas pu répondre à notre demande d'entrevue avant la publication de l'article.

Enthousiaste par l'aide qu'il peut offrir, Alain Bertrand signale aussi que le Club Beaumont est toujours à la recherche de nouveaux membres. «S'il y a des gens qui sont intéressés à se joindre à nous, c'est une belle chance de contribuer à la communauté et nous serions très heureux de les rencontrer.»

Alain Bertrand se réjouit de la construction de la nouvelle école qui s'achèvera en 2024 pour une rentrée scolaire à l'automne de la même année. Il souligne toutefois que «le club a aussi donné à d'autres écoles à Beaumont, la plupart étant des écoles d'immersion».

Il insiste aussi sur le rôle du Club Beaumont qui contribue aux sociétés historique et agricole de Beaumont. «Nous sommes très impliqués dans la communauté. Nous faisons ce genre de dons assez régulièrement», confirme Alain Bertrand.

POURQUOI UN TEL DON EST-IL IMPORTANT?

La Loi constitutionnelle de 1867 établit que l'éducation est de compétence provinciale. Son financement dépend donc en grande partie du gouvernement albertain lorsqu'il concerne les écoles. Néanmoins le gouvernement fédéral fait lui aussi sa part.

La Fédération des conseils scolaires francophones de l'Alberta (FCSFA) fournit au ministère de l'Éducation la répartition proposée du financement fédéral de l'entente Canada-Alberta pour les projets d'enseignement dans la langue de la minorité et le financement des quatre autorités francophones (Conseil scolaire du Nord-Ouest, Conseil scolaire Centre-Nord, Conseil scolaire Centre-Est et Conseil scolaire FrancoSud).

Toutefois, les parents s'organisent souvent en société de parents pour appuyer des activités parascolaires ou du matériel supplémentaire. «Les écoles du CSCN ne font généralement pas directement de collectes de dons. Elles sont faites par les sociétés de parents des écoles», confirme Laura Devaney, la directrice des affaires corporatives au CSCN.

Il y a de nombreuses options pour des campagnes de financement auxquelles ces sociétés font appel. «Chaque société de parents choisit sa propre approche pour recueillir des dons», dit Laura Devaney, tout en ajoutant que ceux-ci «seront toujours les bienvenus».

Elle évoque aussi le fait que le CSCN revendique depuis plusieurs années des changements à la formule de financement du ministère de l'Éducation pour répondre aux besoins des écoles francophones. Un travail de **longue haleine** qui se poursuit encore aujourd'hui. ▲

Les Chevaliers de Colomb francophone de Beaumont deviennent le Club de Beaumont

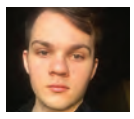
Jusqu'en 2017, il y avait, à Beaumont, un chapitre francophone des Chevaliers de Colomb. Cette confrérie est un mouvement catholique de bienfaisance qui regroupe quelque deux millions de membres à travers le monde.

Puisque l'archevêché a interdit l'utilisation des revenus de casinos par les organismes affiliés aux églises catholiques, plusieurs groupes ont créé de nouveaux organismes qui leur permettent de contribuer à leur communauté grâce au financement découlant de leur participation bénévole à un casino.

C'est aussi pour cette raison que le Club Beaumont a été créé. Après la dissolution du Conseil Lapointe de Beaumont (Chevaliers de Colomb), il a été décidé que ce Club continuerait ses activités. Depuis, il alloue du financement pour appuyer la francophonie de Beaumont ainsi que les activités jeunesse et artistiques de la région.

GLOSSAIRE

LONGUE HALEINE
Fastidieux et qui prend du temps

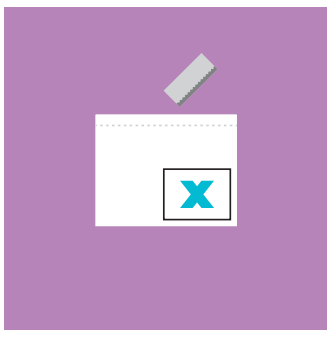


ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE

C'EST LA PÉRIODE DES IMPÔTS. VOS RENSEIGNEMENTS D'ÉLECTEUR SONT-ILS À JOUR?

CITOYEN CANADIEN
D'AU MOINS 18 ANS

COCHEZ « OUI » SUR VOTRE **DÉCLARATION DE REVENUS**



SOYEZ PRÊT À VOTER AUX **ÉLECTIONS FÉDÉRALES**

1-800-463-6868 / elections.ca / ATS 1-800-361-8935

Élections Canada

CHRONIQUE «ESPRIT CRITIQUE»

↑ Un vendeur de bananes dans les ruelles du Marché Darajani (Zanzibar - Tanzanie). Crédit : Arnaud Barbet

VOYAGE AUX SOURCES DE LA PENSÉE AFRICAINE

ÉTIENNE HACHÉ
CHRONIQUEUR

La pensée africaine trouve certainement son point de départ dans la décolonisation. Mais si les divers courants qui prennent forme en sol africain vers 1960 sont marqués par le devenir de l'Afrique, ils restent aussi fortement imprégnés d'oralité, de croyances et de coutumes.

Après tout, pourquoi le vieux sage, qui ne sait ni lire ni écrire et qui ne prétend pas être philosophe, n'aurait-il pas certaines connaissances? C'est la question que posèrent deux ethnologues français, Marcel Griaule et Germaine Dieterlen, dans leurs recherches sur la cosmogonie des Dogons du Mali. À travers les habitudes de cette ethnie indigène ancestrale, les deux chercheurs nous ont fait découvrir des proverbes et une réflexion qui nous rappellent que la pensée africaine remonte à des temps immémoriaux.

C'est aussi ce que suggère une autre approche, intellectuelle et universitaire, de la philosophie africaine qui s'appuie sur les Bantous, un groupe ethnique qui occupe une bonne partie de l'Afrique centrale, orientale et australe (Nigéria, Cameroun, Congo, Afrique du Sud). On trouve notamment chez Fabien Eboussi-Boulaga (*La crise du Muntu*, 1977) l'objectif de faire renaître le *Muntu*. Mais que recouvre précisément ce terme?

LE MUNTU, PARADIGME DE LA PHILOSOPHIE AFRICAINE

Muntu signifie *homme*. Or, ce n'est pas une essence, mais une histoire, une trajectoire, un horizon de possibilités. On le trouve dans la plupart des 450 langues d'origine bantoue — le pluriel de *Muntu* étant *Buntu* — réparties dans près d'une vingtaine de pays comptant pour environ 320 millions d'habitants. La notion de Muntu est inséparable de sa forme active et vivante, l'*Ubuntu*, terme qui signifie peuple, culture, humanité, communauté de destin. D'ailleurs, sous l'inspiration de Nelson Mandela et surtout de Desmond Tutu, le concept d'*Ubuntu* sera popularisé et jouera un rôle essentiel dans le processus de réconciliation nationale post-apartheid en Afrique du Sud.

Revendiquant le droit à la pensée au nom de l'Afrique contre une forme sclérosée de la vieille Europe et ses «fétichismes aliénants», les défenseurs de la culture *bantoue* voient dans le discours philosophique occidental un monopole intellectuel auquel l'homme noir ne participerait que de manière mimétique. Or, la philosophie bantoue est d'abord une façon de «réclamer son dû» et d'«exercer son humanité»; le statut de Noir n'étant qu'une étiquette, une image préconçue de l'Africain.

Tout le travail d'intellectuels africains comme Fabien Eboussi-Boulaga va donc consister, à partir des années 1970, à rétablir la tradition humaniste africaine à travers la communauté des peuples (*Ubuntu*) de langue bantoue, et ce, après de longs siècles d'errance et *de* soumission. Un retour à soi qui correspond à la dignité du *Muntu* contre les traits engendrés par l'identification à la négritude. Cette conscience bantoue de l'*Ubuntu* s'inscrit dans un horizon d'émancipation par rapport au manteau hégémonique de l'homme occidental se refermant jusqu'à l'exclusion d'une partie de l'humanité.

HEGEL ET TEMPELS AU BANC DES ACCUSÉS

Deux temps forts marquent cette volonté d'indépendance. Notons d'abord la critique du philosophe allemand G.-W.-F. Hegel sur l'Afrique (*La raison dans l'histoire*, 1822), pour qui l'homme africain n'est pas entré dans le *telos* de l'histoire universelle. Ensuite, celle du père missionnaire franciscain au Congo belge à partir des années 1930, Placide Tempels (*La philosophie bantoue*, 1945). Révisant les postulats établis à la fin du 19e siècle par Lucien Lévy-Bruhl (*Les fonctions mentales dans les sociétés inférieures*, 1910), Tempels offre une compréhension de l'esprit bantou teintée d'essentialisme chrétien. Dans les deux cas, ce qui est dénoncé, c'est une *ethnophilosophie* élaborée par des Européens pour un public européen.

Ce jugement sur la philosophie européenne par le **prisme** des visions hégélienne et chrétienne reste bien évidemment très discutable. Les prémices de la pensée africaine ne sauraient se réduire à ceux qui, en Afrique, ont pu polariser le débat autour de Hegel et de Tempels. Comme l'explique Séverine Kodgo-Grandvaux (*Philosophies africaines*, 2013), la réception de la pensée européenne rejoint des penseurs africains qui, dans leur conception, sont parfois diamétralement opposés.

Concernant la question bantoue, Alexis Kagame va reformuler Tempels dans *La philosophie bantu comparée* (1970) à partir de la linguistique, tandis que Fabien Eboussi-Boulaga sur Tempels et Paulin Hountondji sur Hegel (*Sur la philosophie africaine*, 1977) vont opérer une déconstruction radicale de l'ethnocentrisme.

Un autre aspect de la pensée africaine dont il faut tenir compte vient d'un personnage de l'Afrique postcoloniale, qui jouit, à lui seul, d'un prestige incontestable parmi les élites occidentales : Léopold Sédar Senghor. Écrivain engagé, membre de l'Académie française, président du Sénégal, Senghor incarnait une autre Afrique : celle qu'il voulut décomplexée, libérée; une Afrique assumant son passé. Or, pour certains intellectuels africains, notamment Marcien Towa (*Léopold Sédar Senghor,* 1971), Senghor était tout le contraire de cela. Il apparaissait même comme la figure d'un néo-colonialisme européen.

Faut-il préciser enfin que la philosophie bantoue ne peut recouvrir tout le panorama de la pensée africaine? Il suffit pour s'en convaincre de penser au philosophe kényan Henry Odera Oruka (1944-1995) dont les recherches portaient sur les sagesses africaines, ainsi qu'au Sénégalais Souleyman Bachir Diagne qui travaille sur la relation entre la philosophie islamique, la culture arabe et la culture africaine ou encore au Camerounais Jean-Godefroy Bidima qui a formulé une éthique de la discussion à travers une critique de l'École de Francfort.

LE PÉRIL DU PROPHÉTISME

Nous aurions tort par ailleurs d'oublier qu'avant les thèses de Tempels sur la « force vitale » bantoue, toute une brochette d'intellectuels européens contribua aux germes de ce qu'on appellera plus tard la pensée africaine. Parmi les anticolonialistes de l'Afrique, mentionnons, outre Marcel Griaule et Germaine Dieterlen, Raoul Allier (*Le Non-civilisé et Nous*, 1927), Adolphe Louis Cureau (*Les sociétés primitives d'Afrique équatoriale*, 1912), Maurice Delafosse (*L'âme nègre*, 1922), ainsi que Léo Frobenius, un ethnologue allemand et défenseur de l'affirmation des cultures africaines (*The Voices of Africa*, 1913).

Ce que nous enseigne du reste cette brève incursion au cœur de la pensée africaine, c'est que la philosophie n'est pas une démarche purement intellectuelle, ni une méthode ou un système refermé sur lui-même par rapport aux réalités empiriques; elle symbolise une *relation indéfectible de la pensée et de l'action*. Est-ce à dire que, quelle que soit la méthode privilégiée, esprit critique, dialectique, phénoménologie, déconstruction puis reconstruction de l'espace public, celle-ci ne saurait être incriminée ou taxée d'idéologie?

Il est impossible, sauf à vouloir pratiquer en permanence la dénégation, de mettre en cause la philosophie occidentale alors même qu'on a recours à ses concepts à des fins pratiques. En témoigne, en Afrique du Sud, la volonté de faire revivre l'esprit *Ubuntu* sur la base d'une internationale socialiste (ANC) et de préceptes religieux chrétiens. Nous atteignons ici jusqu'au péril du prophétisme : soit le danger que ne soit pas pleinement rempli l'office de la philosophie (africaine) qui n'est pas seulement de montrer – c'est le prophétisme –, mais de montrer comment la justice, naturelle ou divine, ou la sainteté professée par la religion à des individus dans le besoin et dans la détresse ou encore le bien-fondé d'un système politique reposant sur le Salut est possible.

GLOSSAIRE

PRISME
Voir la réalité de façon déformée

Le regretté Desmond Tutu savait bien que la communauté des saints n'est pas la communauté des hommes, lui qui n'hésitait pas à pourfendre et à dénoncer la politique du président sud-africain, Jacob Zumba, pour ses dérives. Au point d'affirmer qu'il ne voterait plus jamais pour l'ANC, ce parti de la lutte contre l'Apartheid au pouvoir depuis l'avènement de la démocratie en 1994.

BESOIN D'INFORMATION JURIDIQUE?
Nous sommes là pour vous aider!
Par téléphone Sans frais 1 844 266-5822
Par courriel question@infojuri.ca | www.ajefa.ca
Service d'assermentation gratuit à Edmonton
CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE
AJEFA ORDIT AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ

Oasis ORTHODONTICS.CA
BIENVENUE!
ON PARLE FRANÇAIS
DR. MARK KNOEFEL
(780) 457-5566

MD McCuaig Desrochers LLP
BARRISTERS SOLICITORS AVOCATS
Notre Expérience.
Votre Avantage.
Nous exerçons dans plusieurs domaines de droit y compris les testaments et successions, litiges civils et accidents de voiture.
Pierre C. Desrochers, c.r. • C. Vincent Kurata • Justin E. Kingston • Céline G. Bégin
1801 TD Tower, 10088 - 102 Avenue, Edmonton, AB T5J 2Z1
T 780.426.4660 F 780.426.0982
www.mccuaig.com

Il existe maintenant des programmes de soutien financier ciblés

Pour les Canadiens ou les propriétaires d'entreprise admissibles qui continuent d'éprouver des difficultés en raison de la COVID-19 :

- Programme de relance pour les entreprises les plus durement touchées
- Programme de relance pour le tourisme et l'accueil
- Programme d'embauche pour la relance économique du Canada
- Prestation canadienne pour les travailleurs en cas de confinement

canada.ca/le-coronavirus

Gouvernement du Canada Government of Canada
Canada

SUGGESTIONS CULTURELLES DU FRANCO!

Les suggestions de cette semaine sont proposées par **Giscard Kodiané**, directeur de l'ACFA régionale d'Edmonton

Les Chiclettes

À l'occasion du Mois de la francophonie albertaine, Les Chiclettes seront en spectacle le mercredi 31 mars 2022 à 20 h à La Cité francophone, à Edmonton. Au menu, il y aura des chansons, de la danse et de l'humour.

Espoir. *Artiste : Josey*

La chanteuse Josey est originaire de la Côte d'Ivoire. C'est l'une des plus belles voix de l'Afrique. Grâce à sa chanson Espoir, elle nous démontre toute l'étendue de ses qualités musicales et vocales à travers un texte puissant et plein d'espoir.

Valeurs traditionnelles, multiculturelles et vie harmonieuse. *Autrice : Lucie Tapsoba Coulibaly*

Ce livre est un ouvrage riche en expériences, en conseils spécialement pour les immigrants, mais qui donne aussi une meilleure vision des réalités de l'aventure.

EDMONTON

VIE COMMUNAUTAIRE

Infrastructure de la police d'Edmonton au centre-ville d'Edmonton. Crédit : Courtoisie

LE SERVICE DE POLICE D'EDMONTON, UN ALLIÉ DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE

Pour certains citoyens, la police engendre de la méfiance. Néanmoins, le **Service de police d'Edmonton (EPS)** travaille pour contrer cette perception négative. Il sensibilise notamment son personnel à la question du racisme et crée des liens avec les communautés afin d'écouter leurs préoccupations.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Patrick Ruzage, sergent de la section des relations communautaires du Service de police d'Edmonton, confirme que la perception du service de police de la capitale albertaine par les membres de la communauté noire se trouve souvent biaisée.

Le sergent ayant des origines rwandaises explique que les immigrants africains ont tendance à se méfier de la police. «En Afrique, la police les traite différemment.»

Luketa M'Pindou, le directeur général de l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS), ajoute que les policiers du continent africain peuvent notamment arrêter quiconque sans motifs valables. Ce n'est pas le cas à Edmonton. L'intégrité, le respect et les communautés font partie intégrante des valeurs de l'organisation.

Néanmoins, le service de police n'est pas parfait. «Comme toute institution systémique, il a un long chemin à parcourir avant d'être libéré du racisme et des problèmes qui ont conduit aux manifestations du mouvement Black Lives Matter», souligne Erick Ambtman, le vice-président de la Commission de police d'Edmonton.

DES MESURES MISES EN PLACE

Avant les manifestations du mouvement Black Lives Matter, les policiers avaient tendance à employer fréquemment les interpellations aléatoires. Cette pratique consiste à aborder un citoyen au hasard pour lui demander sa carte d'identité.

Bien que ce type d'interpellation soit toujours en vigueur, les policiers ont réduit son utilisation. «Nos préjugés naturels nous conduisent à identifier certaines personnes telles que les membres de la communauté noire. Ce jugement peut être biaisé», explique Erick Ambtman. Afin de les aider à identifier et d'atténuer leurs préjugés dans leurs décisions, des formations sont imposées à tous les policiers.

Les policiers sont au service de la population d'Edmonton. Crédit : Gabrielle Beaupré

C'est d'ailleurs la section des relations communautaires d'EPS qui s'occupe de la formation de ses membres. Patrick Ruzage témoigne que les policiers sont continuellement en formation afin de les sensibiliser aux différentes cultures et d'élargir leur perspective vis-à-vis des diverses communautés d'Edmonton.

Parallèlement, afin que l'organisation policière ait une vue d'ensemble des préjugés de ses membres envers les différentes communautés, Erick Ambtman relate qu'elle a commencé à collecter des données basées sur la race des individus. «Arrêtent-ils plus d'hommes noirs que d'autres groupes? Les personnes noires sont-elles plus représentées dans le nombre d'arrestations?»

DES COLLABORATIONS AVEC LA COMMUNAUTÉ NOIRE

À la suite du meurtre de George Floyd, le conseil municipal d'Edmonton a tenu des audiences publiques en juin 2020 afin de connaître la perception de ses citoyens concernant leur relation avec la police. Celles-ci ont exposé le fait qu'une partie de la population, telle que les personnes marginalisées, ne s'est jamais sentie entendue ni protégée par le corps policier.

Afin de tisser des liens avec ce segment de la communauté, le chef de police Dale McFee crée le *Chief's Community Council*. Ce comité communautaire est composé notamment de responsables des différentes communautés africaines, de membres du service de police, de personnes marginalisées et de victimes de racisme.

«Le service policier est conscient qu'Edmonton est une ville diversifiée et multiculturelle», note Luketa M'Pindou. Il trouve d'ailleurs très positif que le corps policier ait entamé des démarches pour écouter les diverses communautés de la ville afin de trouver des moyens pour collaborer avec elles.

> «COMME TOUTE INSTITUTION SYSTÉMIQUE, IL A UN LONG CHEMIN À PARCOURIR AVANT D'ÊTRE LIBÉRÉ DU RACISME ET DES PROBLÈMES QUI ONT CONDUIT AUX MANIFESTATIONS DU MOUVEMENT BLACK LIVES MATTER»
>
> Erick Ambtman

Luketa M'Pindou, directeur général de l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS). Crédit : Courtoisie

Erick Ambtman, vice-président de la Commission de la police. «Il est important pour le Service de police d'Edmonton que ses membres représentent les diverses communautés d'Edmonton». Crédit : Gabrielle Beaupré

Il souligne également la présence du service de police dans les activités de l'AJFAS. Par exemple, lors du camp Enfants et Leadership en Action, des policiers participent à des activités sportives et animent des ateliers de sensibilisation sur leur profession. «Nous travaillons pour briser les préjugés négatifs entre les deux groupes pour promouvoir la paix, l'harmonie et la solidarité.» Le directeur général de l'organisme affirme que ce travail de sensibilisation et d'éducation doit être répété en continu.

Toutefois, Luketa M'Pindou a parfois l'impression que la communauté francophone est oubliée. Selon lui, il n'y a pas assez de francophones dans les services de police en Alberta. Ainsi, il est plus difficile de se faire entendre. «J'encourage nos jeunes francophones qui s'intéressent à la profession à s'enrôler dans le corps policier.»

D'ailleurs, Patrice Ruzage et Erick Ambtman unissent leur voix pour dire que tout citoyen qui s'intéresse à joindre le Service de police d'Edmonton est le bienvenu. «Nous voulons un service de police plus diversifié et représentatif de la population d'Edmonton afin de réduire les incidents de racisme systémique dans le service», déclare le vice-président de la Commission de la police.

GLOSSAIRE

MANIFESTATIONS Rassemblement de personnes qui font entendre leurs revendications

Black Lives Matter ou «La vie des Noirs compte» est un mouvement politique né en 2013 aux États-Unis dans la communauté afro-américaine militant contre ce qu'ils appellent le racisme systémique envers les Noirs.

Les manifestations du mouvement Black Lives Matter ont débuté le 31 mai 2020 suite au décès violent de George Floyd. Cet Afro-Américain est mort à la suite de son interpellation par plusieurs policiers le 25 mai 2020 à Minneapolis, au Minnesota.

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

EDMONTON

VIE COMMUNAUTAIRE

↑ Une voiture de patrouille dans les rues d'Edmonton. Crédit : Gabrielle Beaupré

VIOLENCES ENVERS LES FEMMES VOILÉES : LA POLICE SE DIT «PRÉOCCUPÉE», LA COMMUNAUTÉ MUSULMANE APPELLE À DURCIR LA LOI

En Alberta, les attaques contre les femmes musulmanes se sont multipliées ces dernières années. Le Service de police de la ville d'Edmonton (EPS) juge la situation «préoccupante» et admet «l'existence d'un problème de sécurité publique». Le Conseil des communautés musulmanes d'Edmonton (ECMC) réclame, de son côté, des peines plus sévères à l'encontre des agresseurs.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« LES ATTAQUES VIOLENTES ET LES AGRESSIONS MOTIVÉES PAR LA HAINE DEVRAIENT ENTRAÎNER DES PEINES PLUS SÉVÈRES »
Masood Peracha

Alors que les citoyens musulmans de la province croyaient en avoir fini avec ces agressions dans les lieux publics, une nouvelle attaque vient jeter l'effroi sur la communauté, regrette Toqa Abdelwahab, étudiante à l'Université de l'Alberta.

Selon EPS, par l'intermédiaire de sa section des communications, les membres de la patrouille de la Division Nord-Est sont intervenus le 1er janvier dernier près de la mosquée Al Ameen et ont procédé à l'arrestation de Jeffrey Ryan Hill, 34 ans, pour méfait de moins de 5 000 $ et menaces contre une femme musulmane.

«Après consultation avec l'Unité des crimes haineux et de l'extrémisme d'EPS, les enquêteurs ont recommandé que l'article 718.2 du *Code criminel du Canada* soit appliqué dans cette affaire. Cela permet aux tribunaux d'envisager une augmentation de la peine lorsqu'il y a preuve que l'infraction a été motivée par la haine», précise le Service de police d'Edmonton.

D'après le président sortant du Conseil des communautés musulmanes d'Edmonton (ECMC), Masood Peracha, «l'agresseur a d'abord tenté de harceler une femme musulmane assise dans son propre véhicule avec ses deux enfants avant d'apporter une pelle d'une propriété voisine et de commencer à l'attaquer».

↑ Toqa Abdelwahab, étudiante musulmane à l'Université de l'Alberta. Crédit : Courtoisie

↑ L'édifice du Service de police d'Edmonton. Crédit : Courtoisie

Une scène dont parle avec colère la jeune étudiante de 21 ans en biologie et en littérature française. «Cela m'a frustrée. J'étais malheureuse», clame-t-elle. Elle affirme que malgré les incessants appels lancés en direction des autorités pour les protéger contre les crimes haineux, «les femmes musulmanes n'ont rien vu venir».

«11 CRIMES MOTIVÉS PAR LA HAINE EN 2021»

Le Service de police d'Edmonton ne nie d'ailleurs pas l'existence d'un problème de sécurité publique en la matière.

«Les attaques contre la communauté musulmane sont incroyablement préoccupantes. Lorsque les membres d'une communauté ont peur de sortir de chez eux, ont peur de se rendre dans les lieux de culte, il s'agit d'un problème de sécurité publique», reconnait EPS. Les autorités policières de la ville ont par ailleurs enregistré 11 crimes motivés par la haine contre la communauté musulmane en 2021.

Pour essayer de comprendre et d'expliquer ce phénomène, EPS atteste que ses agents «tentent, après chaque enquête, de déterminer les causes, d'examiner les événements pour voir s'ils ne sont pas liés ou coordonnés et de chercher les motivations des agresseurs». À ce jour, EPS assure qu'aucune piste ne pointe à l'horizon.

De son côté, Masood Peracha avoue que leur organisme communautaire «n'est pas en mesure d'identifier les causes précises de ce phénomène».

Une supposition survient, cependant, à son esprit. «Nous savons qu'il y a eu une augmentation indubitable du racisme antimusulman en Alberta et partout au Canada au cours des dernières années. Ces agressions dans les lieux publics contre des femmes musulmanes portant le voile semblent être une manifestation de cette **islamophobie**.»

À la question de savoir si l'ECMC a entrepris des actions pour lutter contre ces agressions récurrentes, notre interlocuteur indique que le Conseil «travaille en étroite collaboration avec les Services de police d'Edmonton, en particulier avec son Unité des crimes haineux». Masood Peracha insiste sur le suivi après le signalement de tels incidents, ainsi que sur la surveillance des résultats de la police dans le cadre de l'application de la loi et des poursuites judiciaires.

Il indique avoir aussi fait des démarches, en lien avec les politiques publiques, auprès du nouveau maire d'Edmonton, Amarjeet Sohi, et de certains conseillers municipaux.

«ON NOUS SUGGÈRE COMME SOLUTION DE RESTER À LA MAISON!»

Mais ces efforts ne sont pas d'une grande efficacité aux yeux des femmes musulmanes comme Toqa Abdelwahab. Et la jeune étudiante semble avoir ses raisons. «Lorsque nous avons demandé aux responsables des mosquées de faire quelque chose, ils nous ont suggéré de rester à la maison ou de nous faire accompagner dans la rue par un tuteur», pestifère-t-elle.

Elle dénonce, extrêmement mécontente, «quand des mosquées ont fait venir des policiers pour donner des conseils de sécurité aux femmes, ils nous ont proposé de porter sur soi du gaz poivré, ce qui est interdit [selon le Code criminel] au Canada. Leurs conseils étaient en grande partie inutiles».

EPS soutient pourtant que ses agents «ne ménagent aucun effort», qu'ils «enquêtent de manière approfondie sur toutes les plaintes» et qu'ils «continuent à appliquer les lois actuellement en place», en s'engageant à «aider à l'introduction d'une législation plus stricte pour les crimes de haine».

Sur ce dernier point, le Conseil des communautés musulmanes d'Edmonton nourrit justement de grandes attentes, Masood Peracha considérant que «les attaques violentes et les agressions motivées par la haine devraient entraîner des peines plus sévères. De même que les juges devraient considérer la haine comme un facteur aggravant lors de la détermination de la peine».

GLOSSAIRE

ISLAMOPHOBIE
Hostilité systématique envers les personnes musulmanes, d'apparence musulmane ou envers l'islam

MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

PROVINCIAL
VIE COMMUNAUTAIRE

Carl James, professeur à la York University (Ontario). Crédit : Courtoisie

RACISME CONTRE LA POPULATION NOIRE : ENTRE REPRÉSAILLES ET RIGIDITÉ DU SYSTÈME JURIDIQUE

Quand des personnes noires victimes de racisme franchissent enfin le pas et décident de faire état de ce qu'elles endurent, il y a aussitôt un autre obstacle qui se dresse devant elles : la rigidité du système juridique. Deux experts, chacun dans leur domaine, le professeur **Carl James**, de la York University (Ontario), et **Me Elsy Gagné**, membre de l'Association des juristes d'expression française de l'Alberta (AJEFA), en parlent.

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« DANS LE SYSTÈME JURIDIQUE, LES RÈGLES SONT SI RIGIDES QU'IL VAUT MIEUX RÉGLER LES CONFLITS DE CET ORDRE À L'AMIABLE »
Elsy Gagné

MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

En Alberta, dans les milieux scolaires comme dans le monde du travail, les personnes racisées sont généralement réticentes à l'idée de signaler les actes d'intimidation qu'elles subissent. La raison mise en avant est le pl us souvent la peur des représailles, à en juger par les récents témoignages recueillis par **Le Franco**.

[Lire **Racisme envers la population noire : la parole se libère dans les écoles à Edmonton** paru dans l'édition du 3 février 2022.]

Carl James, professeur à la York University (Ontario), auteur de plusieurs livres et spécialiste de l'intersectionnalité entre la race, l'ethnicité, le sexe, la classe et la citoyenneté, explique ce phénomène par l'interférence de plusieurs éléments pas toujours faciles à décortiquer.

Parlant du racisme envers les personnes noires à l'école, Carl James note, tout d'abord, que «les enseignants jouent un rôle très privilégié dans la vie des élèves et de leurs parents», et que, partant de ce principe, ces derniers «essaieront toujours d'éviter d'entrer en conflit avec les instituteurs».

De ce fait, même lorsque les élèves peuvent avoir raison de se plaindre d'actes de racisme, souligne le professeur James, les parents «préfèrent s'en tenir à ce que dit l'enseignant de peur de compromettre l'éducation et la réussite de leurs enfants dans la société».

Cette réticence se manifeste de manière encore plus prononcée dans le cas où les parents sont des immigrants, relève notre interlocuteur. Considérant qu'ils n'ont pas «une bonne compréhension du **système**» dans lequel ils évoluent, les parents sont plus susceptibles de «s'en remettre au jugement des enseignants».

Et tout cela contribue forcément, de l'avis du professeur, «aux faibles résultats scolaires des élèves noirs et aux difficultés de santé mentale qui en résultent».

Mais ce n'est pas seulement avec les enseignants que les élèves peuvent avoir des problèmes, prévient Carl James. Ils peuvent en avoir aussi avec les membres de groupes de pairs. «Ce sont, là encore, des choses que les étudiantes et les étudiants racialisés vont chercher constamment à éviter. Et cela a également des répercussions sur leur scolarité et leur éducation.»

«QUAND LES MÊMES COMPORTEMENTS NE GÉNÈRENT PAS LES MÊMES ATTITUDES»

Donc, en plus de l'intimidation, il y a aussi les représailles. Le professeur James affirme que «les personnes noires, que ce soit à l'école ou au travail, sont très conscientes du fait qu'appeler le racisme par son nom affectera leur avancement».

Selon lui, des études canadiennes ont montré que «les étudiants noirs n'obtiennent pas leur diplôme au même rythme que leurs pairs, qu'ils sont plus susceptibles d'être suspendus ou expulsés de l'école et qu'ils n'entrent pas à l'université au même rythme que les camarades».

Parmi les raisons expliquant cette réalité, Carl James cite la possibilité que «les élèves ne reçoivent pas le type de soutien pédagogique qui leur permet de réussir leur scolarité. Ils peuvent aussi être notés beaucoup plus sévèrement que leurs camarades ou être traités de façon plus dure».

Alors oui, martèle-t-il, «les représailles sont telles que ces élèves, pour les mêmes comportements à l'école, ne sont pas traités de la même manière que leurs pairs». Surtout, ajoute-t-il, «s'ils suggèrent ou même veulent suggérer que c'est le racisme qui en était à l'origine».

LES INSTITUTIONS ET LE RACISME SYSTÉMIQUE

Les élèves et les étudiants noirs ne sont pas seulement aux prises avec les conséquences du racisme à l'école, mais aussi lors d'activités sportives ou récréatives, rappelle le professeur James. «Une fois adultes, ils peuvent ne pas être embauchés ou être ignorés pour une promotion au travail.»

Il explique cette autre réalité par le fait que «le racisme et le colonialisme, qui sont très inhérents à notre société, se reflètent dans les institutions telles qu'elles existent dans la société».

«À moins que les institutions reconnaissent le racisme au sein de notre société et acceptent que les politiques et les pratiques racistes et discriminatoires soient signalées pour les combattre, l'environnement du travail ne sera ni sûr ni équitable pour les personnes racialisées», assure le professeur.

Il invite, à ce propos, à «faire la différence entre l'attitude d'une personne envers la personne racialisée» et «la façon dont le système traite la personne racialisée».

«C'est ce que nous appelons le racisme systémique et c'est là que les politiques des institutions sont discriminatoires en fonction de la race», nuance-t-il.

«LE RACISME EXISTE, MAIS COMMENT LE PROUVER?»

S'il est établi que le système de fonctionnement des institutions est en soi un engrenage qui ne permet pas aux personnes racisées de s'épanouir professionnellement, il y a un domaine qui n'en est pas moins compliqué : le droit. Un système dans le système. Lorsque des personnes estiment qu'elles sont victimes de racisme, la première question qui vient à l'esprit d'Elsy Gagné, avocate et membre de l'AJEFA, est : «Y a-t-il une preuve?»

«Le racisme et l'intimidation existent, mais comment les prouver? De toutes les plaintes que je reçois du milieu du travail, c'est toujours la même question qui revient : est-ce qu'il y a une preuve écrite, dite ou des témoins? Est-ce que c'est en raison de la race ou d'un manque de performance? C'est toute la difficulté», souligne-t-elle d'emblée.

Ensuite, pour établir qu'il y a un acte d'intimidation, il y a lieu d'établir plusieurs paramètres et c'est tout un processus. D'abord, «s'il s'agit d'un groupe ou d'un individu à l'origine de l'intimidation. D'un employeur ou d'un employé? Est-ce qu'il y a des faits réels? Est-ce que cela entre dans le cadre juridique?», énumère Elsy Gagné.

Elle relève, dans ce sens, que «les règles qui s'appliquent sont très complexes», que «du point de vue du droit, c'est très difficile de prouver qu'il y a un acte de racisme, même si vous prenez le meilleur des avocats».

Ce n'est pas pour rien que, sur les cinq personnes qui l'ont contactée entre 2021 et 2022 évoquant des actes d'intimidation, Elsy Gagné n'a pu établir, à son niveau, que seulement un cas relevait des tribunaux. C'est celui d'une dame âgée dans la cinquantaine, détentrice de deux maîtrises, qui a perdu son emploi.

«Elle ne m'a pas révélé au début qu'il s'agissait d'un acte de racisme. Je ne savais pas, moi non plus, qu'elle était une personne noire. Je lui avais seulement parlé au téléphone. C'était une femme très qualifiée. Elle était directrice d'un département et on a nommé un autre directeur au même poste. Une manière de la pousser vers la porte», raconte-t-elle.

Lorsque Elsy Gagné a appris que la dame avait également signé une décharge à son insu, il n'y avait plus aucun doute. «C'est rare que je dise cela immédiatement aux personnes qui me contactent pour des cas similaires, mais nous étions bel et bien là face à un acte d'intimidation lié à la race», lance-t-elle.

Certes, la dame a été compensée en fonction de ce qu'elle devait recevoir, mais toujours est-il, insiste Elsy Gagné, que «dans le système juridique, les règles sont si rigides qu'il vaut mieux régler les conflits de cet ordre à l'amiable».

GLOSSAIRE

SYSTÈME
Ensemble abstrait dont les éléments sont coordonnés par une loi, une théorie

↑ Lyse Riza, codirectrice régionale de Dernière Demeure Internationale (DDI) en Alberta; Hervé Njanjouo, codirecteur régional de Dernière Demeure Internationale (DDI) en Alberta; Pasteur Armand, membre et bénéficiaire des services de Dernière Demeure Internationale (DDI) en Alberta; Jean-Marc Barreau, professeur à l'Université de Montréal et expert en anthropologie spirituelle. Crédits : Courtoisie

POST-MORTEM, ILS CHOISISSENT DE RENTRER AU PAYS

Établies au Canada depuis déjà plusieurs générations, les communautés africaines, notamment maghrébines ou de confession musulmane, continuent d'éprouver le besoin d'enterrer leurs proches dans leurs pays d'origine.

VIE COMMUNAUTAIRE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« CELA CRÉE UNE PRESSION FINANCIÈRE ET PSYCHOLOGIQUE SUR LA FAMILLE SE TROUVANT ICI »
Lyse Riza

« IL Y A DES TRIBUS EN AFRIQUE POUR QUI AVOIR LE CORPS EST PRIMORDIAL»
Lyse Riza

L'Alberta n'échappe pas à cette tradition décidément bien ancrée chez ces communautés issues de l'Afrique. Pour preuve, l'ouverture récente à Edmonton d'un bureau régional de Dernière Demeure Internationale (DDI), une organisation spécialisée dans le rapatriement des dépouilles.

Établie au Québec, DDI existe depuis 2018, mais ce n'est que depuis la fin de janvier 2022 qu'elle est officiellement opérationnelle en Alberta, comme l'affirment Lyse Riza et Hervé Njanjouo, codirecteurs régionaux pour l'Alberta.

«Nous avions constaté que beaucoup d'immigrants, qui vivaient dans la précarité, principalement des afro-descendants, ne pouvaient pas payer la facture funéraire en raison de leurs faibles revenus. Lorsqu'il y a un décès, nos proches en Afrique souhaitent voir le corps et faire le deuil. Cela crée une pression financière et psychologique sur la famille se trouvant ici», explique Lyse Riza.

C'est dans cet esprit, souligne-t-elle, que «DDI a pensé à la solution d'accompagner dignement les communautés immigrantes, alléger la pression financière sur elles et améliorer leurs conditions de vie».

Pour devenir membre de DDI, la démarche est plutôt simple, selon Hervé Njanjouo. Il suffit de créer un compte sur la plateforme pour y adhérer. «Quand survient un décès, tous les adhérents reçoivent simultanément un message. Après quoi, une somme est prélevée sur le compte de chaque membre.»

«ÇA COÛTE CHER UN ENTERREMENT ICI»

Pasteur Armand, un adhérent actif de DDI, en a fait l'expérience récemment. Il habite Calgary et a perdu son cousin en janvier 2021. «Comme chaque membre peut avoir des adhérents proches sous sa charge, cela m'a permis de rapatrier mon cousin Eddy au Rwanda.»

Décédé à l'âge de 56 ans après une lutte de plusieurs mois contre la maladie, le cousin de M. Armand n'avait pas émis de volontés précises quant aux modalités de ses funérailles. Alors que 90% des membres de sa famille vivent à Kigali, la capitale du Rwanda, ils ont jugé bon de l'enterrer là-bas.

Cette décision a été motivée par deux facteurs, soutient Pasteur Armand. Le coût de l'enterrement qu'il juge assez élevé au Canada et le fait de permettre à ces proches de lui rendre un dernier hommage.

«Au bas mot, un enterrement coûte 20 000 $ au Canada, sans les frais d'entretien de la tombe qui sont versés annuellement. Mais il y a aussi ses enfants qui sont établis en Europe et c'est plus facile pour eux d'aller au Rwanda que de venir au Canada», ajoute-t-il.

Depuis sa création en 2018, sur les 19 décès qui lui ont été signalés, Dernière Demeure Internationale a rapatrié neuf dépouilles vers leurs pays d'origine, principalement sur le continent africain.

«LA RÉSOLUTION DU DEUIL NE SE FAIT PAS DE MANIÈRE ARTIFICIELLE»

Si dans le pays d'origine de Lyse Riza, le Burundi, «cela répond seulement à des considérations traditionnelles qui veulent que nous soyons enterrés parmi les nôtres», il peut en être autrement dans d'autres pays, comme le souligne Hervé Njanjouo, originaire du Cameroun.

«Il y a des tribus en Afrique pour qui avoir le corps est primordial. Les Bamilékés (une tribu de l'ouest du Cameroun), pour garder l'arbre généalogique de la famille, prélèvent le crâne du défunt trois années après son enterrement. Cela permet de faire le culte des ancêtres», explique notre interlocuteur. C'est grâce à cette pratique qu'il connait la grand-mère de sa grand-mère et peut remonter jusqu'à neuf générations.

Un besoin que comprend parfaitement Jean-Marc Barreau, professeur en anthropologie spirituelle à l'Université de Montréal. Il possède une connaissance approfondie de la question puisqu'il est également titulaire de la Chaire Jean-Monbourquette sur le soutien social des personnes endeuillées et membre permanent du Centre interdisciplinaire de recherche sur les religions et les spiritualités (CIRRES).

Pour M. Barreau, «la résolution du deuil ne se fait pas de manière artificielle. Elle exige souvent des éléments culturels qui varient, certes, d'une culture à l'autre, mais qui en disent long sur l'exigence du processus de deuil».

«Voir la dépouille de la personne aimée dans son pays d'origine est un élément clé pour la résolution du deuil. L'endeuillé dira : ''il est rentré chez les siens''. Ce faisant, il honore la culture du défunt et permet une célébration qualifiée de la religion du défunt et de sa famille, les rites culturels, etc.», analyse Jean-Marc Barreau.

«LE LIEU DES FUNÉRAILLES EST IMPORTANT COMME LE TEMPS»

Membre permanent du Réseau québécois de recherche en soins palliatifs et de fin de vie (RQSPAL) et coordonnateur des stages en soins spirituels, et professeur adjoint à l'Institut d'études religieuses (IÉR), il avance aussi le paramètre de la religion. C'est, celui-lui, un facteur déterminant dans ce désir d'être inhumé dans «sa terre» ou de voir ses proches y être inhumés.

«Chaque religion monothéiste développe un sentiment d'**appartenance** qui fait que l'on veut être inhumé avec les siens, que l'on souhaite que l'être cher soit auprès des nôtres. Et de notre Dieu, c'est sûr», note Jean-Marc Barreau.

À cela s'ajoute un élément culturel, «car le pays d'adoption n'offre pas nécessairement tous les rites originels nécessaires aux funérailles et à la résolution du deuil. Le pays d'origine respectera cela». Et puis, il y a un aspect métaphysique que l'on ne souligne jamais assez, de l'avis de l'expert.

«Pour que le deuil se fasse convenablement, le ''lieu'' des funérailles est important comme le ''temps''. Deux éléments qui permettent d'amorcer plus sereinement le processus de deuil et de l'accomplir aussi, car on revient sur le ''lieu'' régulièrement à des ''temps'' précis (anniversaires, fêtes religieuses, etc.).»

«LES DEUILS SUSPENDUS, UNE RÉALITÉ À PRENDRE AU SÉRIEUX»

Le professeur Barreau a conduit durant plus d'un an un projet de recherche pour identifier comment la pandémie a contribué à complexifier le deuil et son processus. Il avertit, «ne pas faire son deuil, c'est prendre le risque de développer des pathologies qui affectent la santé des personnes».

«Il existe des deuils suspendus, qui ne se font pas en raison de contextes migratoires ou pandémiques. C'est une réalité que la société et les pouvoirs publics doivent prendre très au sérieux », prévient-il.

Il poursuit : «Un deuil non résolu se rapproche de l'état de sidération, même si c'est différent. Et cet état de suspens peut regarder le processus de deuil d'une personne, mais aussi d'une communauté (famille, village, pays). C'est une réalité complexe qui exige une prise en compte précise».

Il considère donc que «l'investissement de la communauté est essentiel pour la résolution du deuil». «La communauté offre à la fois un support affectif à la personne endeuillée, mais aussi, dépendamment des cultures, le ''droit'' d'être en deuil. Elle confirme ce droit et l'accompagne», conclut-il.

Mme Henriette Wambo a fait remarquer dans son discours lors de la cérémonie d'ouverture qu'avoir une représentation DDI en Alberta était un objectif réalisable et devrait servir de motivation pour continuer à mettre tout le monde sur le pont dans la construction de cette grande organisation.

GLOSSAIRE

APPARTENANCE
Fait de faire partie d'un groupe, à un ensemble

MEHDI MEHENNI
JOURNALISTE

LES TWEETS DE LA SEMAINE

Jane

@JaneRH_

Québécoise de cœur confinée à vivre dans l'ouest canayen. Ma journée débute avec un bon étirement des orteils. Compte bilingue Fr/En #VictoriaBC

↓

Wow j'avais jamais porté attention au fait que les illustrations médicales ne représentent que des blancs! Tout une révolution que ce jeune homme tente d'accomplir! Je salue sa vision pour un changement, il était temps!

Rémi Léger

@ReLeger

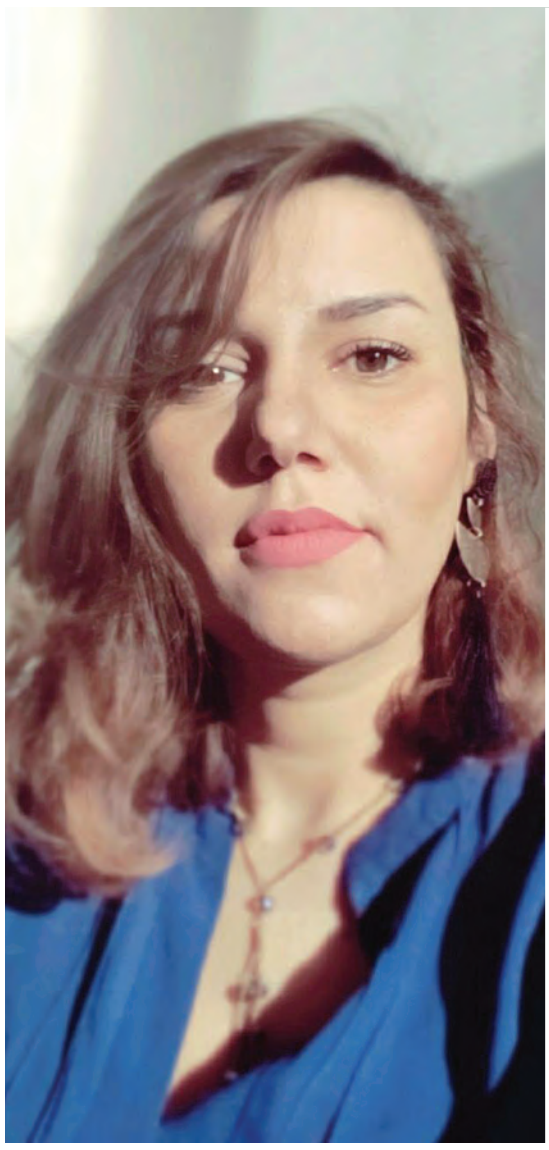
Acadien • Professeur agrégé @SFU_polisci • Directeur du programme en affaires publiques et internationales @SFU • Directeur de la revue Francophonies d'Amérique

↓

Je dis ça, je dis rien.

«Nous nous apprêtons à faire une modernisation de la Loi sur les langues officielles»

- Justin Trudeau, mercredi 6 juin, 2018.



↑ Mouna Gasmi. «L'axe principal de notre stratégie est d'attirer plusieurs communautés francophones et ramener plus de diversité au Centre d'appui familial.»; Giscard Kodiane. «C'est important que les communautés africaines puissent participer à des activités d'organismes de leur communauté d'accueil.»; Pour Robert Suraki Watum, il faut que toutes les communautés agissent ensemble pour se connaître mieux. Crédits : Courtoisie

RASSEMBLER LES COMMUNAUTÉS NOIRES AUTOUR DE LA FRANCOPHONIE, PAS SI SIMPLE!

Alors que certains organismes rejoignent toutes les populations francophones, d'autres ont encore des difficultés à se faire connaître. C'est notamment le cas du **Centre d'appui familial** de Calgary et sa directrice générale, **Mouna Gasmi**, qui aimerait rejoindre plus facilement la communauté noire de Calgary et ses environs.

À ce jour, 30 familles de la communauté noire fréquentent l'organisme sans but lucratif, la majorité de ses clients étant d'autres francophones. «Des Canadiens d'origine blanche, des Français et des francophones de l'Afrique du Nord», indique Mouna Gasmi, qui est tunisienne de naissance.

Elle insiste d'ailleurs sur la **vocation** inclusive du Centre d'appui familial et espère y attirer plus de diversité. L'axe principal du plan stratégique 2021-2024 de l'organisme est d'attirer «plusieurs communautés francophones et ramener plus de diversité au Centre d'appui familial».

«On veut aider [notamment les membres de la communauté noire] à travers nos ateliers, les soutenir dans leur bien-être, entendre leurs expériences de vie et les partager avec les autres», souligne-t-elle.

Le Centre d'appui familial offre d'ailleurs une programmation diversifiée afin de répondre aux besoins de toutes les familles qui ont en commun la langue française, et ce, peu importe leur culture. «Nos services sont inclusifs, ils sont adaptés à tout le monde et ils sont variés.»

Mouna Gasmi est néanmoins consciente que la pandémie n'a pas aidé à créer des liens. Depuis près de deux ans, la plupart de leurs activités sont offertes en mode virtuel. La population est peut-être moins réceptive. Cependant, la directrice générale du Centre continue à mettre les efforts pour réussir à rejoindre la communauté noire.

LE CHOIX D'UN ORGANISME PASSE PAR L'IDENTITÉ

Mouna Gasmi profite de l'occasion pour «inviter toutes les familles francophones dans toutes leurs diversités» à participer à la Fête de la famille le vendredi 25 février prochain. Pour une dernière fois, elle l'espère, cet évènement aura lieu en ligne. Il est d'ailleurs organisé en partenariat avec le Portail de l'Immigrant Association (PIA) et 120 personnes y sont attendues.

Evelyne Kemajou, la directrice générale du PIA et originaire du Cameroun, est heureuse de pouvoir participer à cet évènement. Consciente des difficultés de certains organismes à rejoindre la communauté noire, elle le dit elle-même, «ce n'est pas notre cas.»

En effet, si le PIA est une des portes d'accueil de la francophonie pour les nouveaux arrivants à Calgary, sa clientèle se compose d'immigrants issus d'un grand nombre de communautés africaines. Elle remarque aussi que «presque tous les employés sont membres de la communauté noire, alors c'est beaucoup plus facile [pour cette même communauté] de s'identifier à nous». Une présence de la communauté noire qui manque au Centre d'appui familial malgré une grande diversité de ses membres.

Giscard Kodiane, le directeur de l'ACFA régionale d'Edmonton, explique que c'est beaucoup plus facile pour une personne d'une même culture de s'identifier à un pair. Cet Ivoirien d'origine en est persuadé. «Il connaît sa réalité, a un parcours similaire, a vécu les mêmes difficultés, alors il sera plus apte à aller vers cette personne et à communiquer avec elle.» Il ajoute «qu'il est important que les communautés africaines puissent participer à des activités d'organismes dans leur communauté d'accueil.»

CALGARY FRANCOPHONIE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

«LES NOIRS ONT TENDANCE À ALLER VERS LES NOIRS ET LES BLANCS VERS LES BLANCS»

Robert Suraki Watum

Natif de la République démocratique du Congo, Robert Suraki Watum, coordonnateur des relations publiques de l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS), enchérit : «Les Noirs ont tendance à aller vers les Noirs et les Blancs vers les Blancs» en raison de leur façon de communiquer. «Ce n'est pas la même mentalité ici qu'en Afrique!»

COGNER AUX PORTES DES COMMUNAUTÉS NOIRES FRANCOPHONES

Bien que plusieurs organismes s'ouvrent à la diversité, leurs démarches peuvent être inconnues pour les membres de la communauté noire. «Il y a beaucoup de familles qui ne connaissent même pas leur existence», souligne Robert Suraki Watum.

Alors, pour les rejoindre, l'une des pistes explorées pourrait être le rapprochement de ces organismes francophones avec certaines communautés ciblées. Il souligne la nécessité de communiquer avec les différents responsables des communautés africaines telles que l'Association camerounaise canadienne de Calgary ou la communauté congolaise de Calgary. Une piste qui peut être appliquée à toute la province, pas uniquement dans les grandes villes, mais aussi en région.

Robert Suraki Watum croit qu'en créant des ponts avec ces associations, les organismes auront plus de chance de se faire connaître et ainsi rejoindre des nouveaux membres qui voudront participer à leurs activités. ▲

GLOSSAIRE

VOCATION
Destination, cible, objectif que se donne un établissement

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Des ateliers pour tous au Centre d'appui familial du sud de l'Alberta

Le Centre d'appui familial offre des ateliers de soutien à la parentalité, des cours prénataux pour les futurs parents, un club d'improvisation pour les 12 à 18 ans et des ateliers pour épauler les adolescents dans leurs croissances personnelles.

↑ Luketa M'Pindou, directeur général de l'AJFAS; Dicky Dikamba, directeur général du CANAVUA. Crédits : Courtoisie

PROMOUVOIR LE LEADERSHIP DANS LA COMMUNAUTÉ NOIRE FRANCO-ALBERTAINE

Le Mois de l'histoire des Noirs est une occasion supplémentaire d'accroître la visibilité des organismes francophones dirigés par des leaders noirs. L'Association des Volontaires unis dans l'action au Canada (CANAVUA) et l'Alliance Jeunesse-Famille de l'Alberta Society (AJFAS), grâce à leurs directions générales respectives, **Dicky Dikamba** et **Luketa M'Pindou**, font la promotion du leadership local dans la communauté noire.

PROVINCIAL

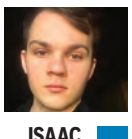
VIE COMMUNAUTAIRE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Pour plus d'information :
https://ajfas.ca
https://canavua.org

GLOSSAIRE

LEADERSHIP
Le pouvoir ou la capacité de diriger d'autres personnes



ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE

Le Mois de l'histoire des Noirs a été officiellement reconnu au Canada en décembre 1995 à la suite de l'adoption d'une motion présentée par la première femme afro-canadienne élue au Parlement, l'honorable Jean Augustine.

Luketa M'Pindou, fondateur et directeur général de l'AJFAS, est reconnu comme un visionnaire au sein de la francophonie albertaine. «Nous sommes un des premiers organismes dans cette francophonie albertaine à souligner le Mois de l'histoire des Noirs dès sa création.» Créé le 22 décembre 1999, l'AJFAS répond aux besoins de familles francophones ethnoculturelles qui viennent s'établir en Alberta.

Une décennie plus tard, c'est au tour de Dicky Dikamba de créer le CANAVUA afin de promouvoir et d'améliorer le bénévolat en Alberta. Fondateur et directeur général de l'organisme, il explique l'importance d'expliquer la quintessence du bénévolat aux nouveaux arrivants, particulièrement dans la communauté francophone. «C'est le tissu social qui permet que les gens puissent vivre l'immigration pleinement», dit-il.

UNIR UNE COMMUNAUTÉ PAR LE MULTICULTURALISME

«Au Canada, le multiculturalisme est mieux protégé et mieux compris par la population. Mais quand ce n'est pas inscrit dans les lois, il faut faire un effort de pédagogie envers la population.» Ayant vécu à Tours (France), de 1998 à 2008, Dicky Dikamba est conscient de l'importance de la *Loi sur le multiculturalisme* mise en place au Canada. «Ce n'est pas le cas en France!»

Les lois en faveur du multiculturalisme affectent directement l'AJFAS. Luketa M'Pindou explique que l'article 15 de la *Charte canadienne des droits et libertés* indique que les personnes «doivent être traitées avec le même respect, la même dignité et la même considération». Le directeur général de l'AJFAS confirme qu'il est ouvert à travailler avec tous, peu importe l'origine, la race ou le handicap de la personne. «Nous travaillons avec tout le monde en respectant bien la *Loi sur le multiculturalisme*.»

Ayant lui-même subi du racisme à l'Université à Montréal, Luketa M'Pindou sait «qu'il est partout». Il ajoute que le but de son organisme est de «lutter contre le phénomène du racisme, de la discrimination et aussi de l'intolérance ».

Du multiculturalisme découle la communauté, explique Dicky Dikamba. Son **leadership**, il l'attribue d'abord à ses nombreuses amitiés, mais aussi aux alliances qu'il a su créer au sein de la communauté franco-albertaine. «Cela m'a permis de mieux comprendre et évoluer dans le système», confirme-t-il.

LES OUTILS NÉCESSAIRES POUR DIRIGER

De bons leaders doivent se défendre et défendre aussi leurs droits, explique Luketa M'Pindou. Ce Franco-Albertain d'adoption essaie «de donner à la jeunesse les outils pour devenir de bons leaders». «Ils peuvent ainsi prendre leur place dans la société et être considérés comme des citoyens à part entière», ajoute-t-il.

Le directeur général du CANAVUA en est persuadé : le bénévolat aide les individus à devenir des leaders. Ses clients - des membres, entre autres, des communautés autochtones et noires - font preuve de leadership en redonnant à leur communauté. «Et ils reviennent aussi pour faire du bénévolat», confirme-t-il.

Apprendre à s'engager et à prendre sa place dans la communauté est l'une des premières et des plus importantes étapes pour devenir un leader, explique le directeur général de l'AJFAS. «Il faut être courageux.»

LE RÔLE VITAL JOUÉ PAR LE MOIS DE L'HISTOIRE DES NOIRS

Alors que le Mois de l'histoire des Noirs aide les citoyens à comprendre la place de la communauté noire, Dicky Dikamba est persuadé de son rôle d'unification au sein de la population canadienne. Il aime démontrer le pouvoir et l'importance de la communauté noire. «Ce sont des personnes qui ont des compétences, qui ont un parcours, qui ont une histoire à raconter.»

M. Dikamba ajoute que «le Mois de l'histoire des Noirs permet de mettre en lumière les hauts faits des personnes de la communauté noire». Il explique que c'est comme ça qu'on finira par vaincre le racisme et inciter les membres de cette communauté à devenir des leaders.

De son côté, Luketa M'Pindou explique que durant le Mois de l'histoire des Noirs, il aime mettre en valeur toutes les personnes d'ascendance africaine francophone et, plus particulièrement, celles qui apportent leur pierre à l'édifice du développement communautaire en Alberta. Un de ses projets, Leadership en Action, encourage d'ailleurs la jeunesse noire à renforcer leur capacité de leader.

Les deux dirigeants sont heureux de voir que ce leadership commence à se concrétiser à plus grande échelle. Le fondateur de l'AJFAS voit dans l'élection de députés de la communauté noire au niveau municipal, provincial et fédéral de l'espoir. «Et pourquoi pas un premier ministre un jour? Moi, je pense que tout est possible», dit-il. ▲

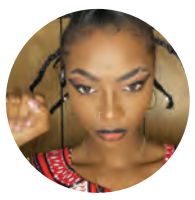
↑ Le camion-cantine du CANAVUA fait des heureux. Crédit : Courtoisie

À BROOKS, LA VILLE EST PLUS SÉCURITAIRE

Le programme **Les Anges de la neige** *(SnowAngels)* est une collaboration entre l'**Association Francophone de Brooks** (AFB) et la ville de Brooks située dans le sud-est de l'Alberta. Ce projet recrute de jeunes bénévoles pour déneiger les trottoirs et les routes des personnes qui en ont besoin. Ce projet longtemps oublié, faute de main-d'œuvre, a été présenté et approuvé par la ville le 7 décembre dernier.

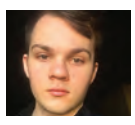
VIE COMMUNAUTAIRE

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO



« NOUS AVONS COMMENCÉ À REVITALISER LE PROJET EN HIVER 2021»

Jenovie Landu Mwaka



ISAAC LAMOUREUX
JOURNALISTE

L'AFB a toujours su motiver ses membres pour faire du bénévolat dans la ville, et ce, dès 2006. À l'époque, l'organisme envoyait des bénévoles à l'hôpital pour nettoyer les alentours, à la banque alimentaire pour aider à la distribution de nourriture et dans les résidences pour personnes âgées pour leur lire les journaux afin qu'elles soient informées sur l'actualité.

Le programme *Anges de la neige* ne date pas d'hier. Celui-ci a été initialement créé, il y a «dix ans passés. Nous avons commencé à revitaliser le projet en hiver 2021», dit Jenovie Landu Mwaka, la présidente du comité des jeunes de l'AFB.

Les *Anges de la neige* est l'un des trois microprojets appuyés par l'AFB et présentés à la municipalité de Brooks. À vocation citoyenne, ce programme a permis de créer une escouade de bénévoles francophones afin d'assurer le déneigement de certains résidents (plus fragiles) de Brooks. Ils sont donc nombreux à parcourir les rues pour faciliter la vie des personnes âgées et handicapées.

La ville de Brooks appuie les bénévoles de l'AFB depuis les tout débuts du projet. Amanda Peterson, la directrice municipale adjointe de Brooks a, entre autres, «compilé une lettre de donation afin que les bénévoles puissent demander aux entreprises des dons et, notamment, des pelles à neige».

MALGRÉ LE FROID, LES BÉNÉVOLES RÉCHAUFFENT LES CŒURS

Submergés sous les fortes chutes de neige de décembre dernier, les particuliers ont été nombreux à demander l'aide des *Anges de la neige*. Jenovie Landu Mwaka confirme

↑ Les participants à la formation sur le développement communautaire à Heritage Inn Hotel à Brooks. Crédit : Courtoisie

Les jeunes bénévoles du programme *Anges de la neige*. Crédit : Courtoisie

d'ailleurs que «l'un des plus gros défis était la météo». En effet, il a fallu sortir même par des températures rarement vues en début d'hiver. Ainsi, de -34 degrés à -21, le jour le plus «chaud» du mois, les *Anges* ont fait preuve de solidarité envers leurs concitoyens.

Parmi ces *Anges de la neige*, plusieurs sont des élèves fréquentant l'école secondaire. Un défi de taille lorsque le besoin se fait sentir tôt le matin. Il est parfois difficile de trouver des bénévoles disponibles, explique la présidente.

Durant une trentaine de jours, plus de 12 personnes différentes ont ainsi fait appel à leurs services. Mais ce chiffre ne reflétait pas la réalité ni la lourdeur de la tâche qui les attendait. Ces 12 clients représentaient en fait 12 communautés différentes. «Parmi les communautés qu'ils ont aidé à déneiger, il y avait des culs-de-sac, des maisons de retraite et des rues entières», explique Désiré Kiana.

Heureusement pour les *Anges de la neige*, la ville de Brooks les a aidés à planifier leur parcours en **cartographiant** les communautés «pour s'assurer qu'ils savaient qu'ils avaient assez de bénévoles et de pelles à neige nécessaires pour chaque zone», dit Amanda Peterson. Elle souligne une nouvelle fois l'importance de ce projet. «Il donne aux jeunes une grande présence dans notre communauté.» Une belle façon de les remercier pour cette solidarité si importante aux yeux de nombreux habitants.

«IL DONNE AUX JEUNES UNE GRANDE PRÉSENCE DANS NOTRE COMMUNAUTÉ»
Amanda Peterson

«POUR S'ASSURER QU'ILS SAVAIENT QU'ILS AVAIENT ASSEZ DE BÉNÉVOLES ET DE PELLES À NEIGE NÉCESSAIRES POUR CHAQUE ZONE»
Amanda Peterson

«PARMI LES COMMUNAUTÉS QU'ILS ONT AIDÉ À DÉNEIGER, IL Y AVAIT DES CULS-DE-SAC, DES MAISONS DE RETRAITE ET DES RUES ENTIÈRES»
Désiré Kiana

«L'ASSOCIATION FRANCOPHONE DE BROOKS EST LÀ POUR AIDER LES JEUNES OU CEUX QUI AIMERAIENT APPRENDRE PLUS SUR LA FRANCOPHONIE ET AUSSI LA LANGUE FRANÇAISE»
Jenovie Landu Mwaka

TROIS PROJETS QUI AIDENT LA COMMUNAUTÉ À DEVENIR PLUS SÉCURITAIRE

Si les *Anges de la neige* ont connu beaucoup de succès en raison des conditions météorologiques extrêmes, les deux autres projets proposés par l'AFB sont en cours de réalisation. L'un consiste à rendre plus sécuritaire le bâtiment que l'AFB partage avec deux autres organismes œuvrant auprès des jeunes. Les bénévoles installent des clôtures à l'extérieur afin de sécuriser les aires de jeu. Finalement, l'AFB espère rendre d'autres endroits de la ville plus sécuritaires, entre autres, par la signalisation routière. L'association plaide auprès du conseil municipal pour savoir où et comment rendre ces zones plus sécuritaires.

Quel que soit le projet sur lequel ils travaillent, les jeunes bénévoles sont d'une importance vitale pour la ville, comme le confirme Amanda Peterson : «Nous avons beaucoup de chance de les avoir!»

Désiré Kiana explique avec regret que trop souvent, «les jeunes immigrants qui arrivent sont considérés comme un danger pour la communauté». Mais, aujourd'hui, grâce aux efforts de l'AFB pour les maintenir engagés dans la communauté et dans le bénévolat, ces jeunes peuvent éviter les problèmes et la communauté les accueille à bras ouverts.

Alors que la population de Brooks s'élève à environ 14 500 personnes, Désiré Kiana, le directeur de programmes à l'AFB, dit «qu'il y a à peu près 475 francophones dans la ville de Brooks».

Mais, parmi les nombreux bénévoles, Jenovie Landu Mwaka explique «qu'il n'y a pas que des francophones». Elle souligne le multiculturalisme de l'Association et la provenance des immigrants : «Ils viennent de Syrie, de Somalie, du Congo, de partout.» Si beaucoup d'immigrants sont originaires de pays francophones, certains proviennent également de régions anglophones.

La jeune fille de 18 ans explique à quel point l'AFB l'a beaucoup aidée à communiquer avec les autres en français parce que sa langue maternelle est le lingala. Une langue parlée notamment en République démocratique du Congo, mais aussi en Angola, en République centrafricaine et au Soudan du Sud. Elle conclut, «l'Association Francophone de Brooks est là pour aider les jeunes ou ceux qui aimeraient apprendre plus sur la francophonie et aussi la langue française».

GLOSSAIRE
CARTOGRAPHIER faire une carte ou un plan d'une région

PUBLIREPORTAGE

MUMBAI DAKAR

Des anciennes routes maritimes qui parcouraient le globe de l'Asie à l'Europe, en passant par l'Inde et l'Afrique pour fournir les marchands d'épices, subsiste aujourd'hui un patrimoine culinaire extraordinaire. Solo Diallo nous invite à la découverte de cette gastronomie à la fois simple et subtile.

« MON PLAT FAVORI, C'EST BIEN SÛR LE PLAT NATIONAL SÉNÉGALAIS, LE CEEBU JËN»
Solo Diallo

« APRÈS, JE PENSAIS RENTRER AU SÉNÉGAL OU À WINNIPEG POUR OUVRIR UN RESTAURANT SÉNÉGALAIS, MAIS MON ÉPOUSE A CHOISI EDMONTON, CAR ELLE AVAIT TROP FROID AU MANITOBA»
Solo Diallo

Originaire de Kaolack au Sénégal, Solo Diallo est arrivé à Winnipeg, il y a «plus de 15 ans», avec ses parents et une fratrie de huit enfants. Bien que «les hommes ne cuisinent pas en Afrique», lui n'a pas eu le choix que d'aider, dès le primaire, sa maman à préparer les repas. «C'était la seule femme de la maison, car mes deux sœurs se sont mariées très jeunes.»

De cette proximité avec celle qui lui a donné vie sont nés une complicité, un amour et une passion pour l'art culinaire. «Elle m'a tout appris», dit-il, reconnaissant. Plus tard, il commence des études en éducation et fait une majeure en histoire à l'Université Saint-Boniface. «J'ai toujours aimé l'enseignement et j'adore l'histoire, l'égyptologie.»

De ses journées sur le campus, il se rappelle surtout les soirées dansantes qu'il organisait avec ses frères. «On faisait à manger pour tout le monde, on mettait de la musique et on dansait jusqu'à trois heures du matin!» L'appel des batteries de cuisine a finalement eu raison de son goût pour l'enseignement. Il quitte les bancs de l'université et rejoint le *Red River College* pour y devenir chef.

À Winnipeg, il rencontre Angel, son épouse et la future mère de ses trois enfants. Solo Diallo

est un homme d'action et décide de rejoindre Edmonton. Il espère profiter du «*boom* économique albertain», tout en acquérant l'expérience nécessaire pour ouvrir «sa propre affaire».

Une dizaine de restaurants plus tard, il part pour trois années «dans le nord afin de financer ses futurs projets». «Après, je pensais rentrer au Sénégal ou à Winnipeg pour ouvrir un restaurant sénégalais, mais mon épouse a choisi Edmonton, car elle avait trop froid au Manitoba», dit-il amoureux.

DE MUMBAI À DAKAR, UN VOYAGE GUSTATIF

En 2019, il trouve un partenaire d'affaires en la personne d'Ahmad Mohammad Ashfaque. «Nous avions déjà travaillé ensemble. C'est un grand chef d'origine indienne.» Ils décident alors d'ouvrir Mumbai-Dakar, une errance dans le monde des épices et des saveurs, entre l'Inde et le Sénégal.

«Mon plat favori, c'est bien sûr le plat national sénégalais, le *ceebu jën*», évoque Solo Diallo. Aussi épelé *thiéboudiène* ou *tiep bou dièn*, c'est un ragoût à base de riz, légumes et poisson qui peut se décliner de multiples façons. Solo Diallo a choisi la recette traditionnelle à base de sauce tomate afin d'apporter cette authenticité oubliée, aujourd'hui inscrite sur la Liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité (UNESCO).

Sur la carte, on retrouve d'autres mets extraordinaires comme le mafé aux subtiles essences de beurre d'arachides, le poulet braisé typique de la Côte d'Ivoire, le poulet au beurre ou le riz biryani pour les inconditionnels de la gastronomie indienne.

Secrètement, il espère très vite ajouter à sa carte le foufou, appelé parfois fufu, une pâte à base de manioc, de maïs, de banane plantain ou d'igname bouillie et pilée servie avec une sauce qui diffère selon les goûts. «Le foufou, c'est très populaire! Tout le monde connaît le foufou.»

UNE PREMIÈRE AFFAIRE OU L'ART DE PARER AUX IMPRÉVUS

Installé au nord-ouest de la ville d'Edmonton au-delà de la 50e rue et sur la 118e avenue, ses débuts n'ont pas été si faciles, mais il ne se plaint pas. Ce n'est pas dans son ADN.

«C'était ma première affaire; il y a eu beaucoup d'imprévus. De plus, la démographie du quartier n'est pas africaine, alors il a fallu faire sa place.» Ce choix, en partie lié à l'aspect raisonnable des locaux qu'il occupe aujourd'hui, a exigé de lui qu'il fasse preuve d'ingéniosité pour y attirer ses compatriotes.

Un défi relevé haut la main, puisqu'«aujourd'hui ma clientèle vient de très loin pour manger nos spécialités», dit-il enthousiaste. Ce n'est d'ailleurs pas sans fierté qu'il annonce être certainement le seul restaurant sénégalais dans la province! À force de visibilité, et de bouche enjouée à oreilles, la clientèle a adopté l'endroit.

Heureux de cette réussite, l'adage d'un homme averti en vaut deux semble lui coller à la peau. «Un entrepreneur, c'est d'abord quelqu'un qui veut faire des affaires. Mais cela ne s'improvise pas.» Il n'est pas de ceux qui vont «ouvrir un restaurant et mettre leur épouse en cuisine; cela ne fonctionne pas sur le long terme».

«UN RESTAURANT, C'EST D'ABORD UNE ENTREPRISE COMME LES AUTRES»

Il revendique ses connaissances, ses deux années d'études en tant que chef, mais aussi l'expérience qu'il a acquise tout au long de son cheminement. «J'ai travaillé partout à Edmonton.» Il donne beaucoup d'importance à la gestion, le coût et la qualité de ces aliments, tout en laissant vivre sa créativité.

En un clin d'œil, il énumère ses traits de caractère qui permettent de réussir. «Il faut être obstiné, voire têtu, courageux et patient, et avoir de l'amour pour la cuisine.» Pour lui, un restaurant, «c'est comme une banque, une société d'assurance, une entreprise. Cela doit être pris très au sérieux».

À l'inverse, il avoue en souriant «être parfois sûrement trop gentil». Mais il ne regrette rien. «Je fais tout pour entretenir mes amitiés, c'est très important. Tu as beau avoir tout l'or du monde, si tu n'as pas d'amis, cela sert à quoi!»

LE DÉSIR DE PARTAGER AVEC SA COMMUNAUTÉ

Il garde cette âme de visionnaire de l'époque où ses frères et lui apprenaient aux étudiants africains «à cuisiner le mafé». Il se projette facilement dans l'avenir, avec d'une part, l'ouverture de «petits kiosques sénégalais, des plats à emporter, cinq ou six couverts» aux quatre points cardinaux de la ville, de l'autre la mise en place d'ateliers culinaires pour sa clientèle, mais aussi dans les écoles francophones.

Une façon de redonner à la communauté qui l'a si bien accueilli à ses débuts. «La langue française véhicule notre quotidien. Je tiens à ce que mes enfants, Samory, Cumba et Bocar parlent ma langue, mais aussi celle de leur maman, le mandarin, et bien sûr l'anglais. Les trois langues les plus populaires au monde!»

4322 118 Ave NW,
Edmonton, AB
www.mumbai-dakarresrau-rants.ca
780-474-0833
mumbai.dakar@gmail.com

Mumbai Dakar
RESTAURANT
AUTHENTIC INDIAN & AFRICAN CUISINE

L'expérience qu'il a acquise durant son passage à la Faculté de génie de l'Université de l'Alberta permettra à Jason Carey «d'aider le Campus à affronter ses [actuels] défis». Crédit : John Ulan

LE CAMPUS SAINT-JEAN A TROUVÉ SON NOUVEAU DOYEN

Le 1er juillet prochain, **Jason Carey** prendra la relève de Pierre-Yves Mocquais à titre de doyen du Campus Saint-Jean. Il entamera un mandat de cinq ans et compte «bâtir» sur le travail de son prédécesseur tout en apportant sa touche personnelle.

PROVINCIAL

ÉDUCATION

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

Devenir doyen du Campus Saint-Jean est pour Jason Carey la meilleure façon de contribuer à la francophonie albertaine. De parents gaspésiens, il est très fier d'être francophone et a toujours eu le désir de porter la langue française en milieu minoritaire. «Je me suis toujours dit qu'un jour, j'allais y participer en tant qu'administrateur académique.» Conscient de l'importance d'un tel engagement, il a dû acquérir des compétences afin d'être bien outillé lorsque l'occasion allait se présenter.

Dès son arrivée en Alberta en janvier 2004, le natif d'Ottawa commence à forger ses armes à la Faculté de génie de l'Université de l'Alberta. Il y endosse diverses fonctions comme celles de professeur et de vice-doyen, en plus de prendre part à des expériences de partenariat et de collaboration qu'il aimerait reproduire au Campus Saint-Jean.

«Je crois que le succès du Campus doit se faire à travers les partenariats comme avec d'autres institutions postsecondaires et de recherches.» D'ailleurs, le futur doyen croit en la nécessité d'en créer davantage à l'échelle internationale. Cela permettrait au Campus Saint-Jean de renforcer sa réputation au-delà des frontières et de «démontrer la valeur des excellents finissants».

UN TRAVAIL D'ÉQUIPE

Avant son entrée en fonction, Jason Carey travaillera en retrait afin de permettre au doyen actuel de terminer son deuxième mandat en toute quiétude. Il prendra aussi connaissance de tous les dossiers pour bien comprendre la situation du Campus et rencontrera également ses membres et la communauté franco-albertaine. Tout comme son prédécesseur, Pierre-Yves Mocquais, il les écoutera et leur donnera la parole.

D'ailleurs, pour définir les priorités du Campus, M. Carey veut notamment faire appel aux étudiants et aux employés. Pour avoir la même vision de l'avenir et avoir les yeux rivés sur le long terme, il souligne que «c'est important de développer des priorités et des stratégies ensemble».

Celles-ci seront notamment axées sur l'environnement d'apprentissage des étudiants, les conditions de travail du personnel et le rôle de l'établissement postsecondaire pour les communautés francophones albertaines, dans l'Ouest, au Canada et à l'international.

Toutefois, M. Carey affirme que le bien-être des étudiants sera sa priorité numéro un, comme ce fut le cas pour son prédécesseur. «Je veux répondre à leurs besoins, avoir une bonne relation avec eux et les voir participer au système de gouvernance.»

D'ailleurs, Sithara Naidoo, la vice-présidente interne de l'Association des Universitaires de la Faculté Saint-Jean (AUFSJ), confirme que Pierre-Yves Mocquais «était connecté avec les étudiants et qu'il avait leur intérêt à cœur».

Pour ce qui est de la poursuite judiciaire entamée par l'Association canadienne-française de l'Alberta (ACFA) contre le gouvernement provincial et l'Université de l'Alberta concernant le financement précaire du Campus, le futur doyen ne peut pas la commenter. Néanmoins, il ne se dit pas inquiet pour l'avenir du seul établissement postsecondaire francophone de l'Ouest canadien.

En se basant sur ses 18 années d'expérience à l'Université de l'Alberta, Jason Carey croit que le Campus Saint-Jean joue un rôle très important pour l'administration centrale. «Il fait partie de leur plan stratégique pour desservir la communauté albertaine.»

Sheila Risbud. «On a hâte de travailler avec Jason Carey pour faire avancer le dossier de la poursuite judiciaire du Campus Saint-Jean.» Crédit : ACFA

UNE NOUVELLE PERSPECTIVE

Sheila Risbud, la présidente de l'ACFA, et Sithara Naidoo se disent enthousiastes de l'arrivée prochaine de Jason Carey. Pour la vice-présidente interne de l'AUFSJ, la **nomination** de Jason Carey amène un vent de fraicheur. «C'est une belle occasion d'évaluer certaines priorités.» Elle pense que le futur doyen apportera une autre perspective dans les dossiers et qu'il aura de nouvelles idées.

Quant à Sheila Risbud, elle a remarqué sa présence lors du Forum citoyen de l'Ouest sur l'éducation postsecondaire en français en milieu minoritaire. «J'ai trouvé ça encourageant de le voir y participer. Même s'il n'est pas encore en poste, ça montre qu'il est intéressé par le dossier et qu'il prend la peine de s'informer.»

Les membres de l'AUFSJ comme ceux de l'ACFA ont beaucoup d'espoir pour leurs prochaines rencontres avec Jason Carey. Une belle collaboration semble se mettre en place pour les prochaines années.

GLOSSAIRE

NOMINATION
Action d'affecter quelqu'un à un poste

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

LA RÈGLE DE ~~GRAND-MÈRE~~ GRAMMAIRE

LES HOMOPHONES

Ce sont des mots qui se prononcent de la même façon, mais qui ont une orthographe différente.

Ancre / Encre

L'ancre est une lourde pièce d'acier qui sert à amarrer un bateau.

L'encre est le liquide plus ou moins consistant, pouvant être de différentes couleurs, utilisé pour écrire, dessiner ou imprimer Le Franco.

Ex. : On est arrivé à bon port, matelots, jetez l'**ancre!**

Ex. : Regarde maman, j'ai eu un souci avec mon stylo en classe, j'ai de l'**encre** plein les mains.

NE PAS AVOIR FROID AUX YEUX

Cette expression signifie ne pas avoir peur, voire être hardi, téméraire.

Ex. : Paul a sauté du haut de la falaise! Même s'il a atterri dans le lac, je trouve qu'il n'a **pas froid aux yeux.**

PUBLIREPORTAGE

UNIVERSITY OF ALBERTA

Frapper à la porte de la petite enfance

Pour trouver un emploi dans le domaine de l'éducation à la petite enfance en français, il suffit de le désirer. C'est ce que semble indiquer Sarah Arlène Nyakeru, directrice générale de l'Institut Guy-Lacombe de la famille (IGLF), et Angèle Diomandé, éducatrice au Centre d'expérience préscolaire et parascolaire (CEPP) La Belle Nature située à Saint-Albert.

Lorsque l'on évoque la recherche d'un emploi dans l'éducation de la petite enfance, Sarah Arlène Nyakeru est sans détour. «Il faut faire le pas et appliquer!» Elle souligne d'ailleurs qu'un grand nombre de jeunes ne connaissent pas tous les services liés à la petite enfance qui sont offerts par les organismes francophones en Alberta.

Et pourtant, que cela soit au Centre collégial de l'Alberta ou à la Fédération des parents francophones de l'Alberta (FPFA), de nombreuses informations sont à disposition pour tous ceux et celles qui désirent faire le saut dans le monde des tout-petits.

Angèle Diomandé, elle, n'a pas hésité à changer de carrière. Docteure en pharmacie en Côte d'Ivoire, elle a très vite compris qu'en arrivant au Canada, il faudrait tout gérer, «la vie de famille et professionnelle». C'est très rapidement qu'elle a su comprendre le système. «Ici, tu dois avoir un diplôme canadien et une expérience professionnelle canadienne si tu veux travailler».

Après avoir pris le pouls du marché du travail, elle se lance. «Je me suis tout de suite inscrite sur la liste d'attente de la Fédération des parents francophones de l'Alberta pour devenir éducatrice.» Un choix qui a porté ses fruits très rapidement malgré «son niveau zéro». Consciente de la grande demande dans les métiers de la petite enfance, elle commence comme remplaçante sur appel, tout en effectuant sa certification de niveau 1 en parallèle.

Une démarche efficace qui reflète le besoin criant de professionnels. Sarah Arlène Nyakeru, directrice générale de l'IGLF, indique que tous les postes sont pourvus, mais qu'à l'occasion, il lui faut des remplaçants. «Lors d'une journée pédagogique à l'école, les jeunes affluent dans nos locaux. Des fois, les éducatrices sont malades», explique-t-elle, tout en validant la recherche potentielle de nouveaux profils pour pourvoir à certains postes lorsque c'est nécessaire.

Angèle Diomandé l'assure, «s'inscrire sur cette liste m'a offert la possibilité de prendre le train en marche et d'acquérir très vite une certaine expérience». Elle indique aussi que «tu peux devenir très vite une remplaçante à temps plein».

DES PRÉREQUIS ET L'ENVIE D'APPRENDRE

Sarah Arlène Nyakeru souligne qu'il y a certains prérequis pour postuler. «En tant qu'employeur, on espère voir des candidats avec une première formation en éducation à la petite enfance [niveau 1] et éventuellement une formation aux premiers soins.» Elle indique aussi qu'une vérification des antécédents pour le secteur vulnérable est obligatoire.

S'il semble y avoir des prérequis administratifs, l'un d'eux est principalement émotionnel. «Il faut avoir de l'amour pour un emploi dans la petite enfance», explique Mme Nyakeru. Mais pas seulement. «Nous sommes plus qu'un service de garde, il faut aussi de l'amour pour la communauté francophone.» Elle indique que pour travailler à l'IGLF, il faut aussi être ouvert d'esprit, échanger avec ses coéquipiers et les parents.

Un amour qui va de soi pour Angèle Diomandé, «la passion des enfants, on l'a à la maison. Cet emploi, c'est comme une continuité». Mais elle souligne très clairement que cela ne suffit pas. «En deux ans, j'ai obtenu mon diplôme d'éducatrice de niveau 2 puis 3. Cela m'a aidé à mieux comprendre le développement de l'enfant, ses besoins, ses nécessités.»

La directrice générale de l'IGLF se veut toutefois rassurante. Elle estime qu'avec une certification de niveau 1, la candidate a toutes ses chances pour trouver un emploi rapidement. «On leur offre ensuite la possibilité de continuer, en collaboration avec le Centre collégial de l'Alberta. Très vite, on peut accorder à ces nouvelles éducatrices une certaine supervision, un leadership pour pouvoir compléter leur cursus.»

Elle croit en l'accompagnement professionnel pour faire une carrière dans l'éducation à la petite enfance.

Si Angèle Diomandé fait partie de ces femmes qui ont effectué un changement de carrière en arrivant au Canada, Sarah Arlène Nyakeru prône aussi la diversité générationnelle et encourage les jeunes diplômés à postuler dans les centres de la petite enfance (CEP). «Les emplois y sont faciles à trouver», affirme-t-elle. Cela n'empêche pas de devoir être motivé, patient et aux aguets, sourit l'éducatrice de La Belle Nature.

Angèle Diomandé ajoute que lors de ce changement de carrière, elle a beaucoup apprécié ses formations et garde aujourd'hui de très bonnes relations avec ses professeurs. Elle avoue que la communauté francophone tissée serrée apporte aussi une certaine solidarité pour trouver assez vite un emploi. «La demande est là, il faut être patient et ne pas se décourager!»

LA CERISE SUR LE GÂTEAU

Outre la passion pour les enfants, il ne faut pas négliger l'aspect financier lié au métier d'éducateur à la petite enfance. C'est d'ailleurs dans un contexte économique particulier que les professionnels de la petite enfance ont le soutien du gouvernement albertain.

«Nous recevons un petit quelque chose en plus sur le salaire», résume Angèle Diomandé en évoquant le programme provincial de soutien aux employés de la petite enfance. Une aide gouvernementale qui lui apporte une certaine reconnaissance pour ce métier qu'elle a adopté depuis déjà quelques années.

Un sentiment partagé par la directrice générale de l'IGLF. «Ce programme provincial est efficace et encourage nos organismes à offrir plus de postes d'éducateurs.» Une bonne nouvelle pour un métier aujourd'hui de plus en plus en demande.

FORMATION EN PETITE ENFANCE

« JE ME SUIS TOUT DE SUITE INSCRITE SUR LA LISTE D'ATTENTE DE LA FÉDÉRATION DES PARENTS FRANCOPHONES DE L'ALBERTA POUR DEVENIR ÉDUCATRICE»
Angèle Diomandé

« TRÈS VITE, ON PEUT ACCORDER À CES NOUVELLES ÉDUCATRICES UNE CERTAINE SUPERVISION, UN LEADERSHIP POUR POUVOIR COMPLÉTER LEUR CURSUS»
Sarah Arlène Nyakeru

RUBRIQUE JURIDIQUE

COLLABORATION SPÉCIALE AVEC L'AJEFA

LES DROITS DES LOCATAIRES

MAITRE BIANCA KRATT*
AVOCATE

Au Canada, chaque province a sa propre loi sur la location à usage d'habitation. En Alberta, cette loi est le *Residential Tenancies Act* (RTA) et elle s'applique à la plupart des propriétaires et locataires d'habitation.

LA PRÉPARATION

Avant de signer un contrat de location, mieux vaut suivre quelques étapes. Tout d'abord, vous devriez évaluer vos besoins. Pour ce faire, voici quelques questions : Quel est votre budget? Dans quel quartier voulez-vous habiter? Quels sont les services publics disponibles? Quel type d'habitation préférez-vous?

Une fois que vous connaissez un peu mieux vos besoins, vous pouvez commencer la sélection et les visites de logements potentiels. Pour chaque lieu, n'oubliez pas de poser des questions pour connaître les services inclus dans le bail. Par exemple, une place de stationnement est-elle incluse? Ai-je droit d'avoir un animal? Quelle est la durée du bail? Ai-je besoin de verser un dépôt de sécurité?

Une fois le logement choisi, vous devrez remplir une demande de location. Il s'agit d'un formulaire dans lequel le propriétaire peut vous demander certains renseignements tels que les noms des locataires, une preuve que les locataires sont en mesure de payer le loyer ou des références d'anciens propriétaires. Parfois, certains frais sont demandés lors de ce processus, mais ils doivent être indiqués directement sur le formulaire de demande de location. Si vous décidez de ne pas louer le logement, il se peut que ces frais ne soient pas remboursés.

LE DÉMÉNAGEMENT

IL EXISTE DEUX TYPES DE BAIL

Le bail périodique (mensuel, hebdomadaire) et le bail à durée fixe. Avant de signer un contrat de location, il faut bien en comprendre le contenu puisque c'est dans ce document que seront énoncées les règles entre le locataire et le propriétaire. Par exemple, la durée de location, le prix du loyer, les services publics inclus et le montant du dépôt de sécurité sont tous définis dans le bail.

La semaine précédant ou suivant votre déménagement, vous devrez procéder à l'inspection des lieux avec le propriétaire. Vous pouvez prendre des photos des lieux et vous en servir si un problème survient plus tard. Vous devrez aussi signer le rapport d'inspection et le propriétaire vous en donnera une copie pour vos dossiers.

Tout au long de la durée du bail, le propriétaire et le locataire doivent respecter certaines règles énoncées dans le *RTA*. Ainsi, le propriétaire doit s'assurer que l'endroit respecte les normes minimales en matière de logement et de santé. Il doit remettre un préavis au locataire s'il veut accéder au logement ou mettre fin au contrat de location. Le propriétaire doit aussi consulter la loi s'il veut augmenter les loyers.

Le locataire doit bien évidemment payer son loyer à la date indiquée dans le bail et respecter les règles préétablies dans le contrat telles que l'interdiction de fumer ou d'avoir des animaux de compagnie, s'il y a lieu. Il doit aussi respecter ses voisins afin que chacun puisse profiter de la jouissance paisible des lieux.

METTRE FIN À UN BAIL

En général, le bail prend fin à la date d'expiration de la période convenue entre le locataire et le propriétaire tel qu'indiqué dans le contrat de location. Un locataire désirant mettre fin à son bail doit donner au propriétaire un préavis écrit de 7 jours pour un bail hebdomadaire, de 30 jours pour un bail mensuel et de 60 jours pour un bail annuel. Certaines exceptions peuvent être invoquées pour «casser» un bail, mais il est préférable d'en discuter avec un avocat.

Le propriétaire peut également mettre fin au bail si le locataire ne paye pas son loyer, si le logement est utilisé pour pratiquer une activité enfreignant les lois, si le locataire endommage les lieux ou s'il ne respecte pas les droits des autres locataires.

Une inspection des lieux doit être faite par le propriétaire, avec le locataire, une semaine avant ou après le déménagement. Le propriétaire a 10 jours à partir de la date du déménagement pour remettre au locataire son dépôt de sécurité ou, s'il y a des dommages, un **relevé de compte**. Si le locataire n'est pas d'accord avec les coûts de réparation ou de nettoyage, il peut contacter le *Residential Tenancy Dispute Resolution Service (RTDRS)* pour tenter de régler le conflit avec le propriétaire.

La chronique radiophonique à ce sujet sera disponible sur radiocitefm.ca

GLOSSAIRE

RELEVÉ DE COMPTE
Document énumérant les déductions du dépôt de sécurité

* Maitre Bianca Kratt est partenaire au cabinet Parlee McLaws à Calgary et pratique le droit immobilier, commercial et corporatif. Elle est la présidente de l'Association du Barreau canadien - Division de l'Alberta et a été présidente de l'AJEFA.

POUR PLUS DE RENSEIGNEMENTS ET DES RESSOURCES
visitez ajefa.ca ou composez le 1-844-266-5822 pour un rendez-vous au Centre albertain d'information juridique.

AJEFA Association des juristes d'expression française de l'Alberta

CENTRE ALBERTAIN D'INFORMATION JURIDIQUE
ALBERTA LEGAL INFORMATION CENTRE

Communauté Francophone Accueillante

NOUS NE VOUS SOUHAITONS PAS SEULEMENT LA BIENVENUE NOUS Y PARTICIPONS

La Francophonie de Calgary vous accompagne en français dans votre projet d'installation à Calgary.

Découvrez **l'application web** et la **trousse d'accueil** spécialement conçues pour les nouveaux arrivants francophones. Vous y trouverez toutes les informations, les ressources et les services en français indispensables à votre installation dans la grande région de Calgary.

"La Communauté Francophone vous souhaite la bienvenue à Calgary ainsi qu'une excellente installation dans votre nouveau "chez-vous".

Nous sommes là pour vous !"

Un puits de ressources utiles à votre installation

Un éventail d'informations pour faciliter votre arrivée

Une application consultable sur tous les supports mobiles

CONSULTEZ L'APPLICATION WEB ICI !

Retrouvez les ressources et services disponibles sur version mobile sur francophonie-calgary.ca/NAF

Contactez-nous dès votre arrivée au +1 403-532-8576. Une trousse de bienvenue vous attend !

FRANCOPHONIE Calgary

ACFA Régionale de Calgary

canaf Centre d'accueil pour nouveaux arrivants francophones

Financé par : Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada

Funded by: Immigration, Refugees and Citizenship Canada

↑ Élisabeth Perreau-Linck, neuropsychologue et vice-présidente aux communications de l'Association québécoise des neuropsychologues du Québec. Crédit : Courtoisie

↑ Mélina Roy, «il a beaucoup de difficultés à se faire des amis. Il est très solitaire. Il y a beaucoup de personnes qui le rejettent. Ce n'est pas vraiment facile sur le cœur d'une mère.» Crédit : Courtoisie

↑ Gisèle Bourque, directrice générale adjointe du Conseil Centre-Nord. Crédit : Courtoisie

L'AIDE SPÉCIALISÉE DANS LES ÉCOLES ANGLOPHONES DIFFICILES À RECEVOIR POUR LES FRANCOPHONES

L'école anglophone semble alléchante pour les familles francophones qui désirent que leurs enfants apprennent l'anglais. Néanmoins, pour celles qui ont des enfants atteints de troubles neurodéveloppementaux, ce choix peut leur causer certaines difficultés lorsqu'il est temps d'obtenir de l'aide spécialisée.

SANTÉ

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

« SI JE LUI DIS NON, IL VIENT ME VOIR DEUX MINUTES APRÈS. IL NE SE SOUVIENT PAS DE CE QU'IL VIENT DE ME DEMANDER»
Mélina Roy

En 2020, le conjoint de Mélina Roy, un membre des Forces armées canadiennes, est transféré sur la base de soutien de la 3e Division du Canada. Avec leurs quatre enfants, ils s'installent donc à Edmonton.

Pour la scolarité de leurs enfants, l'école anglophone semble la meilleure option. «On veut leur donner la chance de pouvoir étudier en anglais afin qu'ils puissent apprendre leur deuxième langue sur les bancs d'école.» Toutefois, en y inscrivant leurs enfants, le couple affronte des difficultés pour leur puîné.

Ce dernier souffre d'un trouble du déficit de l'attention avec hyperactivité (TDAH). En commodité, il présente une dyslexie, une dysorthographie, des difficultés langagières et une mémoire à court terme. «Si je lui dis non, il vient me voir deux minutes après. Il ne se souvient pas de ce qu'il vient de me demander.»

Cette situation est très difficile pour Mme Roy. «Il a beaucoup de difficultés à se faire des amis. Il est très solitaire. Il y a beaucoup de personnes qui le rejettent. Ce n'est pas vraiment facile sur le cœur d'une mère.»

Le diagnostic a été posé en 2018 au Québec par un neuropsychologue. Ce dernier est un expert des relations entre le cerveau et le comportement. D'ailleurs, il évalue les fonctions cognitives du cerveau, c'est-à-dire «tous les processus mentaux que l'humain va utiliser pour interagir avec son environnement comme apprendre, comprendre, raisonner, mémoriser et parler», explique Élisabeth Perreau-Linck, neuropsychologue de formation et vice-présidente aux communications de l'Association québécoise des neuropsychologues du Québec (AQNP).

GLOSSAIRE

PUÎNÉ
Le deuxième frère d'une fratrie

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

LES DIFFICULTÉS DU FRANÇAIS

Parce qu'il a été rédigé en français seulement, le rapport de confirmation diagnostique pose problème pour le personnel de l'école fréquentée par le fils de Mme Roy. En effet, aucun employé scolaire n'est familiarisé avec la langue de Molière, alors personne n'est en mesure de comprendre le diagnostic du jeune garçon. Actuellement, ses besoins ne sont pas ciblés et il n'a pas accès à des services spécialisés comme ceux d'un orthophoniste.

Compte tenu de la situation, Mélina Roy doit recommencer la démarche auprès d'un neuropsychologue afin que ce dernier fasse à nouveau un diagnostic à son garçon et écrive un rapport en anglais. Dans le meilleur des mondes, elle aimerait rencontrer un neuropsychologue bilingue. Toutefois, la pédiatre Dre Isabelle Chapados confirme qu'il n'y en a aucun qui est capable de s'exprimer en français.

LES SURPRISES DE LA LANGUE

Pour évaluer les troubles cognitifs, le neuropsychologue peut utiliser une panoplie de test. Élisabeth Perreau-Linck explique que le choix du test sera en fonction des processus mentaux que l'expert veut évaluer. Les enfants, en raison de leur bas âge, sont fréquemment soumis à des tests d'intelligence afin d'évaluer leur quotient intellectuel.

Certains tests peuvent se faire avec un papier et un crayon. «L'enfant a des consignes à respecter et il doit, par exemple, encercler tous les symboles précis qu'on lui donne à chercher», mentionne la neuropsychologue.

D'autres demandent l'utilisation du langage. Mme Perreau-Linck souligne que si l'enfant fait le test dans une langue qu'il ne maîtrise pas, les résultats peuvent être biaisés en raison d'un manque de compréhension et de fluidité.

Élisabeth Perreau-Linck nuance que pour l'enfant bilingue, c'est mieux qu'ils réalisent ce test dans la langue dans laquelle ils sont instruits plutôt que celle parlée à la maison. En effet, ces tests sont un peu similaires aux activités reliées à l'apprentissage de l'enfant dans les salles de classe.

«Les interprétations des résultats peuvent être nuancées en fonction de la langue de scolarisation de l'enfant, son niveau d'aisance dans la langue qui est utilisée pour l'évaluation, même si ce n'est pas sa langue maternelle», rassure-t-elle.

Et dans les écoles francophones?
Au Conseil scolaire Centre-Nord, Gisèle Bourque, la directrice générale adjointe, indique que les parents peuvent leur soumettre des rapports médicaux et les dossiers scolaires de leurs enfants dans les deux langues officielles puisque les employés sont bilingues.

Toutefois, pour les enfants provenant du Québec, elle indique qu'il est préférable que ce soit les parents, et non l'école, qui fournissent les dossiers. Par rapport aux autres provinces, «c'est très difficile d'obtenir du Québec les dossiers des enfants». Elle conseille aux parents arrivant du Québec de leur soumettre ces dossiers «quelques mois en avance afin qu'on puisse l'étudier et être prêt lorsque l'enfant arrivera».

EDMONTON
FRANCOPHONIE

Sylvie Boisclair (à gauche), Gung Zorigt (au centre) et Priscilla Dhaussy (à droite). Crédit : Courtoisie

RADIO CITÉ TEND LE MICRO À LA JEUNESSE FRANCOPHONE

Avez-vous écouté la nouvelle émission de Radio Cité intitulée ***Mon histoire, mes racines***? Ce sont des jeunes de 12 à 30 ans qui en prennent les commandes afin de discuter de leur vécu, sous le regard et l'expérience de **Sylvie Boisclair**, l'animatrice de *Bonjour Edmonton.*

IJL - RÉSEAU.PRESSE - LE FRANCO

GABRIELLE BEAUPRÉ
JOURNALISTE

Les lundis à 18 h ou en rediffusion les dimanche à 16 h, vous pouvez écouter l'émission *Mon histoire, mes racines* sur les ondes de Radio Cité. Durant 120 minutes, et ce, pendant deux semaines consécutives, vous entrerez dans l'univers de deux jeunes de la communauté francophone. Puis, un nouveau **binôme** prendra le flambeau.

Durant la première heure, les intervenants parlent de leurs origines et dans la seconde, de qui ils sont. «Qui sont-ils en tant que personne», mentionne Sylvie Boisclair, la coordonnatrice du projet. Il en va de leurs préoccupations, de leurs défis, de leurs passions.

Medina Diabate, jeune activiste âgée de 12 ans et membre de la communauté noire, a profité de cette tribune pour parler du mouvement *Black Lives Matter*. «C'est important pour moi parce que le racisme pourrait m'affecter un jour et [...] mes parents, ma famille et mes amis.»

LEUR DONNER DE LA VISIBILITÉ

Ce projet a émergé d'un constat émis par le conseil d'administration de Radio Cité, il y a un an et demi. «Les adultes nous connaissent et nous écoutent, mais on a remarqué que les jeunes, malheureusement, ne font pas partie de nos auditeurs», relate Alain Bertrand, le président de la radio communautaire.

Pour remédier à cette situation, le conseil d'administration a voulu leur donner la parole et l'occasion de partager leurs histoires respectives. «Ils ont chacun un vécu et des origines différentes.» Alain Bertrand sait d'ailleurs combien les jeunes n'ont pas souvent l'occasion de parler de leurs histoires à part dans le contexte scolaire.

L'accent est souvent mis sur les parents par le biais de leur travail et de diverses associations. «On veut leur offrir une chance supplémentaire pour partager leur voix avec la communauté en général.» Un tel projet nécessitant du financement, le conseil d'administration a soumis une demande de subvention à Patrimoine canadien qui leur a été accordée l'automne dernier. Une belle nouvelle pour mettre en valeur *Mon histoire, mes racines*.

Parallèlement, Sylvie Boisclair trouve que la jeunesse n'est pas assez présente à la radio. «Il n'y a pas un gros roulement. Que ce soit sur n'importe quelles ondes, les places sont occupées pendant des années par les mêmes personnes.» Alors, pour elle, c'est une magnifique occasion de mettre les jeunes en avant-plan.

Avant d'enregistrer l'émission, les participants ont l'occasion de s'immerger dans l'univers de la radio. Ils y découvrent le studio où s'enregistrent les émissions diffusées en direct.

Sylvie Boisclair espère donner aux participants le goût de devenir la relève radiophonique de demain. Crédit : Gabrielle Beaupré

Medina Diabate (à gauche) et Hanam Salem (à droite). Amies depuis un an, les participantes de l'émission *Mon histoire, mes racines* se sont soutenues mutuellement lors de l'enregistrement. Crédit : Courtoisie

Priscilla Dhaussy, une participante, rapporte que sa coéquipière et elle ont appris à insérer de la musique et de la publicité dans les émissions. Un temps leur est aussi imparti pour qu'ils puissent préparer leur émission. «On fait aussi des tests de voix afin de trouver la bonne tonalité.»

UNE COMPLICITÉ AMICALE

Lorsque Medina Diabate s'est inscrite au projet de Radio Cité, elle l'a fait avec son amie, Hanam Salem. Pendant l'enregistrement, elles se sont rassurées mutuellement. Pour sa première fois derrière un micro, Medina Diabate affirme que si son amie n'avait pas été à proximité, elle aurait été plus stressée. Hanam Salem ajoute qu'elle a adoré son expérience et qu'elle a beaucoup aimé y participer avec sa coéquipière Medina et sa mentore, Sylvie Boisclair.

Priscilla Dhaussy, quant à elle, a un cercle d'amis composé majoritairement d'anglophones. Elle décide tout de même de participer seule à ce projet dès qu'elle a vu l'annonce sur Facebook. Lorsqu'elle a rencontré sa partenaire, une complicité est tout de suite née entre les deux jeunes femmes en raison de leurs nombreux points communs. «Je pense qu'elle va devenir une très bonne amie», sourit Priscilla.

Au moment d'écrire ses lignes, Sylvie Boisclair mentionne que l'émission *Mon histoire, mes racines* doit se terminer en août. Néanmoins, si d'autres jeunes se montrent intéressés à raconter leur histoire sur les ondes de Radio Cité, elle souhaite poursuivre l'aventure jusqu'en décembre prochain. Les inscriptions sont toujours ouvertes.

> « C'EST IMPORTANT POUR MOI PARCE QUE LE RACISME POURRAIT M'AFFECTER UN JOUR ET [...] MES PARENTS, MA FAMILLE ET MES AMIS »
> **Medina Diabate**

> « ON VEUT LEUR OFFRIR UNE CHANCE SUPPLÉMENTAIRE POUR PARTAGER LEUR VOIX AVEC LA COMMUNAUTÉ EN GÉNÉRAL »
> **Alain Bertrand**

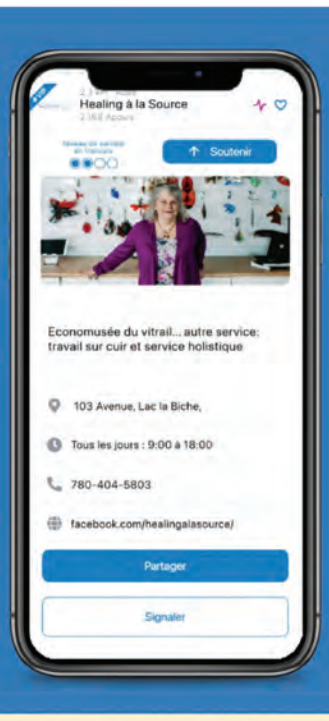
Pour plus d'information :
radiocitefm.ca

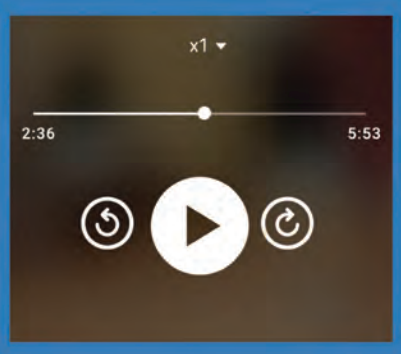
GLOSSAIRE
BINÔME
Équipe de deux

Radio-Cité est la radio communautaire d'expression française du Grand Edmonton. Dans la capitale albertaine, elle est diffusée sur la fréquence 97,9 FM. Ses émissions sont également accessibles en direct ou en différé sur son site web.

Lancement de l'application mobile Frabio

Le 2 mars 2022 à 11h dans la rotonde de La Cité francophone





Trouver des services en français en Alberta n'aura jamais été aussi facile. Frabio répertorie et géolocalise pour vous ces entreprises locales : restaurant, garderies, soins corporels, comptable, organismes communautaires et tellement plus.

Sur Frabio, on peut aussi écouter gratuitement des balados albertains en français. Émissions, entrevues, discussions, musique, art et culture : découvrez ici du contenu qui vous ressemble à écouter quand bon vous semble.

Frabio, c'est aussi l'accès gratuit aux articles du journal Le Franco. Vous pourrez lire et suivre des journalistes d'ici qui vous racontent l'Alberta en français.

Bref, Frabio, c'est toute la francophonie albertaine dans sa poche.

Vos médias s'allient pour mieux vous rejoindre

LE FRANCO · RADIO CITÉ 97,9 FM · BOREAL FM 92.1 · NORD-OUEST FM CKRP 95,7

Financé par le gouvernement du Canada | Canada

RUBRIQUE POÉSIE

Coloriage

Elle étale ses couleurs sur des formes vides ose dépasser
les lignes reconfigurer

les pourtours fuir avec ses crayons les morceaux difficiles

elle colorie sans consigne exprime seule sa palette
s'autorise des teintes criardes

des assemblages bizarres ajoute des bribes d'éclats
des soleils

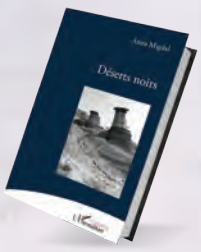
où il n'y en a pas

quand son cœur est rempli elle laisse la gamme déferler
s'abandonne

à la fraîcheur des tons

bariole d'un arc-en-ciel la soirée à présent apaisée tourne
la page

Ce poème est un extrait du recueil *Déserts noirs* publié aux éditions L'Harmattan.



La démarche du recueil est d'opérer par l'écriture un retournement conduisant de la stagnation au voyage, de l'amertume à l'espoir, du vide au trop-plein, de l'intime à l'espace extérieur, du silence à la parole, du noir au blanc. «Il y a des déserts noirs/aux larmes de sel/aux sables blancs.»

ANNA GURAL-MIGDAL

Anna Gural-Migdal est professeure émérite de littérature et cinéma à l'Université de l'Alberta. Éminente spécialiste d'Émile Zola, elle a publié de nombreux ouvrages et articles sur cet auteur. Elle a été rédactrice en chef de la revue canadienne de cinéma *24 images* et directrice de la revue académique internationale *Excavatio*. *Déserts noirs* est son premier recueil de poésie.

Appel aux bénévoles

Vous avez une expertise particulière? L'envie brûlante d'écrire et de partager quelque chose qui vous anime avec votre communauté? Quel contenu manque-t-il dans ce journal?

ENGAGEZ-VOUS AVEC LE FRANCO

PARTAGEZ VOS IDÉES À REDACTION@LEFRANCO.AB.CA

↑ Cette source d'eau thermale, *Kidney Springs*, était située sur le mont Sulphur, au sud des *Upper Hot Springs*. L'eau était mise en bouteille et utilisée à des fins médicinales. Photographie : Kidney Springs, Banff, Alberta (1910-1913) Crédit : Glenbow Museum Archives

SOCIÉTÉ HISTORIQUE FRANCOPHONE DE L'ALBERTA

Rubrique historique

LE THERMALISME EN ALBERTA

Adaptation du contenu de *Capsules d'histoire de l'Alberta* de Guy Lacombe (1993)

Lorsque l'on pense aux sources thermales naturelles, les quelques images qui nous viennent à l'esprit sont des scènes européennes de centres de bien-être ou celles de singes népalais relaxant dans l'eau chaude. Pourtant, le Canada est doté, lui aussi, de quelques-unes de ces merveilles naturelles!

En Alberta, on peut en trouver, entre autres, dans la région de Banff. Les peuples autochtones ont été les premiers à se baigner dans ces eaux sacrées pour se guérir de maladies et pour maintenir leur santé. C'est entre 1883 et 1885 que ces sources thermales ont été identifiées par les ingénieurs et les ouvriers construisant la ligne de chemin de fer des montagnes Rocheuses.

Une simple colonne de vapeur leur indiquait l'endroit de provenance de cette chaleur terrestre. C'est de ce point de départ qu'un réseau complet a été découvert.

L'exploitation commerciale a été immédiate. En effet, dès 1886, un sanatorium a ouvert ses portes à Calgary; il était dirigé par le Dr Brett. Nous savons aujourd'hui que l'eau sulfurique a plusieurs bienfaits pour le derme, sans pouvoir servir de soin en tant que tel. Cependant, au 19e siècle, de telles connaissances n'étaient pas encore acquises par la médecine, ce qui explique probablement pourquoi des blessés et des malades étaient admis à ce sanatorium.

Le 3 août 1886, les pères Léon Doucet et Hippolyte Leduc ont été témoins d'un cas très spécial. Un homme de Medicine Hat a été admis sur les lieux dans l'espoir de le guérir d'une morsure de serpent à sonnette. Selon les dires du père Doucet, l'eau sulfurique a servi à le guérir. Vu les bienfaits de la source, les deux Oblats n'ont pas hésité à s'y baigner!

Le père Doucet décrit les installations avec détail et minutie. Les sources thermales de l'Alberta ont donc été testées et approuvées par des membres de l'Église catholique. ▲

Les aînés en savent beaucoup, mais il y a toujours plus à savoir.

Pour une retraite sécuritaire et confortable, renseignez-vous sur les programmes et services pour les aînés, comme les avantages du Régime de pensions du Canada, les changements au Supplément de revenu garanti, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et plus encore.

Rendez-vous à Canada.ca/aines ou appelez au 1 800 O-Canada (1 800 622-6232)

Gouvernement du Canada Government of Canada

Canada

OYEZ, OYEZ!

VOUS ÊTES NOS YEUX ET NOS OREILLES EN RÉGION !

POUR LIRE D'AUTRES BELLES HISTOIRES, N'HÉSITEZ PAS À NOUS CONTACTER À REDACTION@LEFRANCO.AB.CA ET NOUS PARTAGER VOS TÉMOIGNAGES.

Gouvernement du Canada | Government of Canada

INVITATION À SOUMETTRE UNE EXPRESSION D'INTÉRÊT CONCERNANT LA DISPONIBILITÉ DE LOCAUX À LOUER À CALGARY (ALBERTA)
NUMÉRO DE DOSSIER : 81002350

Services publics et Approvisionnement Canada invite toutes les parties intéressées à soumettre une réponse, au plus tard le 10 mars 2022, concernant la disponibilité de locaux à bureaux à louer dans des immeubles à Calgary, pour un bail de 10 ans débutant le ou vers le 1er septembre 2024.

Pour voir la version intégrale de cette invitation et y répondre, veuillez consulter le www.achatsetventes.gc.ca/biens-et-services/location-de-biens-immobiliers ou communiquer avec Leon Lam au 587-338-3619 ou à leon.lam@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

Canada

Camil Moulun
1921-2022

Nous avons la tristesse de vous annoncer le décès de Camil Moulun, survenu le 30 janvier 2022.

Né le 5 juillet 1921, Il épousa Thérèse Therriault de Donnelly Alberta en 1946. La même année, il obtint son certificat d'électricien et il a pratiqué son métier pendant près de soixante ans. Lors de sa retraite, il a passé des heures à fabriquer de petits engins à gaz et à vapeur et un tracteur pour déblayer la neige. Il était un fier citoyen de Falher et a contribué grandement à l'écriture de son histoire.

Il laisse dans le deuil ses enfants: Gilbert (Thérèse) de St-Albert, Vivian de Cochrane, Doreen (Tim) de Vimy, Daniel (Lorraine) de Hinton, Denise (Vladimir) de St-Albert, Harvey de Hinton, sa soeur Sr. Anne Brodeur d'Edmonton, sa bonne amie, Lucille Bussière de Falher, douze petits-enfants: Michelle, Maureen, Camille, Stefan, Bruno, Matthew, Rachelle, Sacha, Marc, David, Tristan et Damien et vingt arrière-petits-enfants: Kayla, Brenden, Kalen, Thomas, Sloan, Cadance, Sophie, Madison, Luc, Drew, Samantha, Cohen, Asher, Noelle, Aidan, Alex, Simon, Jayce, Theo et Xavier.

Camil fut précédé par son épouse Thérèse en 2006, son père Georges, sa mère Alvinia, son beau-père Romulus Brodeur, ses frères Marcel et Paul et ses soeurs Thérèse, Antoinette, Rollande et Bernadette.

Considérant les circonstances actuelles en lien avec la santé publique, les funérailles seront remises à une date ultérieure.
Vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par un don à la Société historique et généalogique de Smoky River, CP 224, Donnelly, Alberta T0H 1G0.

CDÉA Conseil de développement économique de l'Alberta

À NOTER DANS VOS AGENDAS

Deux ateliers pour démystifier l'entrepreneuriat social.

1 MARS 2022
17h30 – 19h00

Mieux connaitre l'entrepreneuriat social et son impact économique.

INSCRIVEZ-VOUS

8 MARS 2022
12h00 – 13h30

Journée internationale de la femme

Partage d'expérience Céline Juppeau de Kotmo, une entreprise sociale à succès, présenté par Les Elles des Affaires.

Les Elles DES AFFAIRES

PLUS D'INFORMATIONS À VENIR...

LE DEEP FREEZE SORT DE SON HIBERNATION

Du 14 au 23 janvier, Arts on the Ave a présenté la 15e édition du **Deep Freeze: A Byzantine Winter Fête** au parc Borden, au Village Pipon et au café The Carrot d'Edmonton. Cette année, le thème était *Sous l'ancien ciel arctique*. Durant 10 jours, les spectateurs ont pu visiter des installations lumineuses, admirer des sculptures de glace, écouter des histoires culturelles et assister au feu d'artifice.

↑ Le 22 janvier dernier, difficile de trouver une place de stationnement pour admirer le feu d'artifice au parc Borden! Crédit : Isaac Lamoureux

↑ Après être restés debout durant tout le feu d'artifice, ces enfants ont utilisé l'une des sculptures de glace pour un repos bien mérité. Crédit : Isaac Lamoureux

↑ Un panneau annonçant les festivités à l'une des entrées du parc Borden. Crédit : Isaac Lamoureux

↑ Les spectacles ont connu un franc succès, mais la foule a oublié de respecter la distanciation physique. Crédit : Isaac Lamoureux

↑ Peu après le feu d'artifice, les participants ont pu assister à un spectacle de jonglerie. La danseuse du feu n'a pas froid aux yeux! Crédit : Isaac Lamoureux

↑ Deux membres de la forêt en feutrine (*The Feltboard Forest*) attendent patiemment que les gens prennent des photos avec eux.

↑ Un superbe spectacle dans le ciel d'Edmonton. Crédit : Isaac Lamoureux

OYEZ, OYEZ!

VOUS ÊTES ENTREPRENEUR.E !

VOUS SOUHAITEZ QUE LES FRANCOPHONES DE L'ALBERTA DÉCOUVRENT ET APPRÉCIENT VOS PRODUITS ET SERVICES...

JOUEZ LA CARTE "LE FRANCO" ! LA RENTRÉE COMMERCIALE SE PRÉPARE DÈS MAINTENANT. N'HÉSITEZ PAS ET CONTACTEZ VALÉRIANE À L'ADRESSE RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA

LE FRANCO

L'ÉQUIPE

- **SIMON-PIERRE POULIN**
  DIRECTEUR
  DIRECTION@LEFRANCO.AB.CA
  APPLI@LEFRANCO.AB.CA
- **VALÉRIANE DUMONT**
  DIRECTRICE ADJOINTE
  RECEPTION@LEFRANCO.AB.CA
- **ARNAUD BARBET**
  RÉDACTEUR EN CHEF
  REDACTION@LEFRANCO.AB.CA
- **GABRIELLE BEAUPRÉ**
  JOURNALISTE
  REPORTAGE@LEFRANCO.AB.CA
- **ISAAC LAMOUREUX**
  JOURNALISTE
  journaliste.edmonton@lefranco.ab.ca
- **CORRESPONDANTS ET CHRONIQUEURS**
  ÉTIENNE HACHÉ,
  MEDHI MEHENNI

• La maquette et le graphisme
ANDONI ALDASORO ROJAS

LE FRANCO est la propriété de l'ACFA. Au niveau national, il est représenté par Lignes Agates Marketing (anne@lignesagates.com I 905 599-2561). Le Franco est imprimé par Central Web, à Edmonton. La reproduction d'un texte ou d'une photo par quelque procédé que ce soit est strictement interdite sans l'autorisation écrite du journal.

Lettres ouvertes: Le Franco est ouvert à la publication de lettres ouvertes. La rédaction se réserve le droit de limiter la longueur du texte ou de ne pas publier la lettre si le contenu est jugé diffamatoire, injurieux ou discriminatoire.

Annonces: Les clients ont 15 jours après la date de parution pour nous signaler des erreurs. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur, si l'erreur est celle du Franco.

Avis lecteurs: N'hésitez pas à nous faire part de vos commentaires en écrivant à l'adresse reception@lefranco.ab.ca

L'équipe du Franco reconnaît qu'elle exerce ses activités sur les territoires visés par les traités no 4, 6, 7, 8 et 10, des lieux de rencontre traditionnels et la patrie de nombreux peuples autochtones dont les Cris, les Dénés, les Sioux Nakota, les Saulteaux, les Ojibwés, les Niitsitapi (Pieds-Noirs) et les Métis. Nous prenons acte de leur empreinte sur ce territoire au fil des siècles et de leur rapport spirituel et concret à la terre, source d'un riche patrimoine pour notre vie communautaire.

Alberta Weekly Newspapers Association

Lignes Agates Marketing

réseau . presse FIER MEMBRE

CentralWeb Heatset & Coldset Web Printing

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada

Canada

PORTRAIT

Mery et sa famille se sont établis en 2004 à Sudbury, dans le Nord de l'Ontario, où ils habitent désormais depuis 18 ans. De g. à d. : son fils ainé, Mauricio ; Mery ; sa mère, qui s'appelle également Mery ; Chico le chien ; son plus jeune fils, Santiago ; et son mari, Daniel. Crédit : Courtoisie Mery Martínez

MERY MARTÍNEZ, SE LANCER TÊTE PREMIÈRE DANS LES DÉFIS DE LA VIE

Lorsque **Mery Martínez** a quitté la Colombie pour venir s'établir au Canada, en 1994, elle était loin de maitriser le français. Cela n'a pas empêché la jeune femme, alors âgée de 24 ans, d'aller faire une maitrise en biochimie des poissons à l'Université Laval, au Québec. Après un doctorat sur le même sujet et une escapade de deux ans en Louisiane pour un postdoctorat, Mery et sa famille se sont établis en 2004 à Sudbury, dans le Nord de l'Ontario, où ils habitent désormais depuis 18 ans.

FRANCOPRESSE

« LA DERNIÈRE CHOSE QUE JE VEUX PERDRE, C'EST MON IDENTITÉ, ALORS OUI J'AI UN ACCENT! COMME TOUT LE MONDE A UN ACCENT »

Mery Martínez

« C'EST UN BON MELTING-POT, IL Y A PLUSIEURS CULTURES QUI ENRICHISSENT CHAQUE VILLE, J'AIME BEAUCOUP ÇA!»

Mery Martínez

Le programme de l'Université Laval n'était pas forcément le premier choix de Mery Martínez : «J'étais nerveuse parce qu'en tant qu'étudiante en biologie, je n'aimais pas la biochimie!» se rappelle en riant celle qui est aujourd'hui coordonnatrice de la maitrise et du doctorat en biologie à l'École des sciences naturelles de l'Université Laurentienne.

«Mais je me suis dit que si on ne fait pas face aux *challenges* que la vie nous apporte, on ne progresse jamais! Je me suis lancée tête première», se remémore Mery.

«C'était le *boum* de la morue, le déclin massif […] Finalement, j'ai appris à aimer la biochimie!» se réjouit l'experte en la matière, qui a par la suite réalisé son doctorat sur les capacités de nage de la morue «pour essayer de comprendre le déclin».

UN FRANÇAIS «BROCHE À FOIN»

C'est par l'intermédiaire de la mission permanente du Québec en Colombie, à Bogota, que Mery a pu trouver son premier logement dans la capitale québécoise.

«C'était dans la maison d'une dame qui enseignait l'espagnol au cégep, je suis restée chez elle pour une secousse et ensuite j'ai pris un appartement», explique-t-elle.

«Mon niveau de français était assez précaire! C'était vraiment un français de survie, broche à foin», s'esclaffe encore la biologiste, qui ne pouvait parler «qu'au présent».

«Petit à petit, avec l'aide de mes collègues, mon français est devenu de plus en plus fluide. Je prenais des cours en même temps», ajoute Mery.

Durant ses études au doctorat, elle a rencontré son mari, Daniel, avec qui elle a eu un premier enfant – Mauricio, aujourd'hui âgé de 21 ans. Par la suite, la petite famille a quitté le Québec pour la Louisiane, aux États-Unis, mais ils n'y sont restés que deux ans : «On voulait à tout prix revenir au Canada.»

C'est donc sans hésitation que Mery a accepté une offre d'emploi à l'Université Laurentienne, où elle enseigne depuis.

COMBATTRE LES PRÉJUGÉS ET L'IGNORANCE

Ses premiers cours n'ont pas été de tout repos, se remémore Mery : «Au début, mon accent était un peu plus québécois parce que c'est là que j'ai appris le français. Je venais aussi de passer deux ans en anglais… Les étudiants me disaient qu'ils avaient de la difficulté à comprendre mon accent.»

Aujourd'hui, Mery sait d'expérience que les oreilles s'ajustent après quelques cours. «Je suis Colombienne de naissance. La dernière chose que je veux perdre, c'est mon identité, alors oui j'ai un accent! Comme tout le monde a un accent», rappelle-t-elle.

Elle a également dû faire face à certains préjugés : «La Colombie est reconnue pour la drogue, toutes ces choses-là, donc tout le monde me posait des questions [par rapport à ça] […] Aussi, si on avait des ordinateurs!» rapporte Mery, incrédule.

«Au début, ça me frustrait et ça me fâchait beaucoup. Ça a changé depuis, c'est moins présent, mais de temps à autre il y a des commentaires. Je les prends plus comme de l'ignorance et une opportunité d'éduquer», explique-t-elle.

La première cabane à sucre de Mery au Québec. Crédit : Courtoisie Mery Martínez

Mery sur les plaines d'Abraham en compagnie de son amie argentine Gabriela. Crédit : Courtoisie Mery Martínez

D'un autre côté, Mery a été agréablement surprise à son arrivée à Sudbury par la politesse des gens et par leur curiosité. «C'est un bon *melting-pot*, il y a plusieurs cultures qui enrichissent chaque ville, j'aime beaucoup ça!» fait remarquer celle qui a notamment voyagé à Terre-Neuve-et-Labrador, en Gaspésie, en Alberta, en Colombie-Britannique et à travers l'Ontario.

«Il y a encore des problèmes de racisme et de discrimination, mais je pense qu'on a plus de multiculturalisme qu'avant et que les gens s'entraident plus», observe-t-elle.

LE DÉCLIN DE L'UNIVERSITÉ LAURENTIENNE

Mery et son mari ont eu un deuxième enfant à Sudbury, Santiago, qui a 16 ans aujourd'hui.

Lui et son frère sont allés à l'école francophone publique : «Mauricio est arrivé avec un gros accent épais louisianais! C'était drôle au début», se remémore Mery. En quelques mois, il a très vite «adopté» l'accent nord-ontarien.»

Aujourd'hui, elle affirme sans **hésitation** que ses deux enfants ressentent un fort attachement à la francophonie canadienne. «Mauricio écoute beaucoup de musique francophone, c'est un artiste – il étudie le théâtre en français. Il veut revenir dans le Nord de l'Ontario pour travailler si possible et rester en français», explique Mery.

Son fils, qui étudiait à l'Université Laurentienne, a dû partir pour Ottawa lorsque son programme a été aboli dans le cadre de la restructuration de l'université en février 2021.

«Il lui manquait juste un an. Maintenant, il doit recommencer de zéro parce que le programme est différent», déplore la mère.

Elle-même a conservé son emploi, mais demeure inquiète, d'autant plus que les demandes d'admission pour les programmes francophones de l'Université Laurentienne ont baissé de 52 % pour la prochaine rentrée scolaire. «J'imagine que ça va prendre quelques années pour rebâtir ce qui a été chambardé en si peu de temps», regrette la professeure.

«L'ambiance est très morne […] Ce n'est pas facile des fois de garder le moral. Les étudiants posent des questions et on ne sait pas exactement quoi leur dire – on ne veut pas non plus les démoraliser, mais les protéger un peu. En même temps, ils ont le droit de savoir», réfléchit Mery.

Elle ajoute que l'an dernier, lors de l'annonce des compressions, «une grande partie de mon temps à chaque cours était de discuter de ça. C'était très difficile».

À titre de coordonnatrice de la maitrise et du doctorat en biologie, son rôle est notamment de recruter de nouveaux étudiants, un pari qui n'est pas gagné d'avance à l'heure actuelle. Mery Martínez garde tout de même espoir : «Le programme est excellent. Les chercheurs sont excellents, de haut calibre. On verra combien de gens seront au rendez-vous.»

Au travers des incertitudes liées à la pandémie, certaines histoires ressortent comme autant de bouffées d'air et d'espoir. C'est notamment le cas de nombreux francophones qui ont choisi le Canada comme terre d'accueil, il y a de cela quelques mois ou des années. Francopresse vous présente quelques-unes de leurs histoires d'immigration, un clin d'œil à la vie qui continue même quand tout le reste s'arrête.

GLOSSAIRE

HÉSITATION
Attitude qui trahit de l'indécision, du doute

ERICKA MUZZO
FRANCOPRESSE